

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 24 JUIN
N° 217 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

LIBAN

Les camps palestiniens attaqués par les Phalanges

Le plus grand camp palestinien de Beyrouth est encerclé par les forces phalangistes. Les bâtiments sont ravagés par le feu à la suite des bombardements. Le camp de Jisr el Bacha a été investi par des Phalanges, le camp de Nabaa est bombardé. Plus de cent mille Palestiniens sont sous le feu des fascistes libanais depuis le semblant de retrait des troupes syriennes. Ce sont les milices de Chamoun, le ministre de l'intérieur, récemment nommé vice-président du conseil par Frangié (l'ancien président du Liban), qui organisent les combats.

Chamoun a affirmé à plusieurs reprises que les troupes syriennes devaient rester au Liban pour rétablir l'ordre. La sauvage attaque des camps palestiniens est un moyen de montrer que les combats n'ont pas cessé au Liban, un prétexte pour le maintien des troupes syriennes.

suite p. 7

Berwiller

Après l'enterrement des mineurs tués :

LES MINEURS ACCUSENT



Mercredi 8 h 30, par petits groupes des milliers de mineurs avec leur femme, leurs enfants parfois, se dirigent vers le stade de la cité Rosalmond au lieu des obsèques des cinq mineurs tués vendredi en fin d'après-midi. 10 heures, l'office religieux commence, sur un côté du stade, les cinq cercueils recouverts par les gerbes de fleurs de leurs camarades. Les cercueils sont entourés par trente mineurs en bleu et casque de travail, tout autour les mineurs en grève depuis vendredi. Combien sont-ils, des milliers, trois mille, cinq mille peut-être ! Au premier rang, les veuves et les orphelins de Serge 39 ans, François 59 ans, Roger 40 ans, Lucien 43 ans, Henri 49 ans.

Suite page 4

SOMMAIRE

- Après le procès Siméoni : Colère, tristesse et indignation en Corse p. 3
- Soutien aux 23 licenciés de B.E.
- Manifestation des chômeurs : «il faut aller beaucoup plus loin» p. 5
- Sécheresse : Le gouvernement se moque des paysans p. 6
- Kissinger et Vorster contre les peuples d'Afrique
- Italie : La montée du P«C»I à Rome et dans les autres municipalités p. 7

Chirac, hier soir à la télé

LE 7^e PLAN,

PLAN DE REPRESSION RENFORCEE

Chirac a rappelé les objectifs qu'il fixe au VII^e Plan, et les priorités qu'ils entraînent.

- sécurité des Français
- lutte contre les injustices
- donner à chacun ses chances
- rendre aux individus les services qui les libèrent.

En fait de VII^e Plan, ce programme ne fixe guère d'objectifs précis, chiffrés, l'imprécision demeure, le pilotage à vue reste de mise. La ligne de marche fixée par Chirac n'est rien d'autre qu'une nouvelle formulation du libéralisme avancé.

La lutte contre les inégalités, l'égalité des chances, sont de tous les discours officiels depuis le début du septennat, ils ne servent que de paravent à la véritable politique du pouvoir, qui s'exprime de façon moins cachée dans les deux autres propositions.

La sécurité des Français, première des priorités selon Chirac. C'est la poursuite, l'aggravation de la politique répressive. Nous avons eu hier un nouvel exemple de ce que cela pouvait donner : un employé assassiné par la police à Fontenay-sous-Bois. C'est aussi le licenciement des délégués syndicaux, la répression systématique de toutes les luttes populaires : luttes ouvrières, paysannes, régionales...

Suite p. 3

GISCARD À LA COUR D'ANGLETERRE FACE A L'ALLEMAGNE ?



Voir p. 7

Espagne TOUT MADRID MANIFESTE

«C'est Madrid tout entier qui semblait manifester». C'est le titre que donnait un journal espagnol au sujet des manifestations d'avant-hier. Elles ont été un vrai succès populaire, les plus importantes qu'on ait jamais connu à Madrid. La première a été celle des enseignants : elle a réuni de douze mille à quinze mille personnes pendant

une heure. Beaucoup de banderoles : école gratuite, enseignement populaire, réadmission des licenciés. Cette manifestation a été très applaudie par les passants et par les sapeurs-pompiers aux fenêtres de leur caserne centrale.

suite p. 7

Un employé abattu froidement par un flic

Un employé de la Banque de France, M. Baptebou, 45 ans, a été abattu froidement, mardi soir, à son domicile, par un inspecteur en civil. M. Baptebou aurait été, d'après le syndicat autonome de la Banque de France, victime d'une erreur «d'étage». Le suspect recherché était impliqué dans l'affaire de l'enlèvement contre rançon du PDG de SAAB, Guy Thodoroff le 4 février dernier. Les flics déclarent avoir vu M. Baptebou, une arme à la main. Ce crime s'ajoute à la série déjà longue des menées meurtrières de la police. A St-Cyr dans le Var, à Bando, la police exerce ses sévices contre des jeunes ou des suspects. La police a le doigt rapide sur la détente. Elle tue comme elle peut tuer des opposants politiques ou révolutionnaires comme en Allemagne fédérale.

Ne nous y trompons pas, ces crimes ne sont pas «des bavures» dont on nous parle. Ils sont révélateurs de l'état d'esprit qui règne dans la police de Poniatowski, une police qui s'entraîne, sur le terrain, à tuer, une police où le zèle qu'on encourage est celui du meurtre !

2^e CONGRÈS DU PCRml

(3) SUR LA SITUATION MONDIALE :

LA TENDANCE DES PEUPLES A LA REVOLUTION SE DEVELOPPE AVEC VIGUEUR

En rédigeant le chapitre du programme du Parti, intitulé : «La tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur», le 2^e Congrès a analysé les bouleversements intervenus dans la situation mondiale ces deux dernières années, depuis le Congrès constitutif du PCRml.

Dans le programme qu'il avait mis au point en mars 74, le Congrès constitutif indiquait : «Aujourd'hui dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution». Cette situation a changé. C'est ce qu'indique le nouveau programme lorsqu'il y est dit : «Aujourd'hui, les facteurs de guerre et les facteurs de révolution croissent simultanément». Cette phrase signifie la prise en compte d'une donnée fondamentale, décisive de l'actuelle situation internationale. Le programme de 74 reprenait l'appréciation portée par le président Mao Tsé-toung sur la situation mondiale,

dans sa déclaration de 1970 pour soutenir la lutte de libération des peuples indochinois.

Cette caractérisation de la situation s'appliquant à la période de 1970, notait déjà les dangers de guerre mondiale : «Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés». Mais cette tendance à la guerre était alors secondaire. Cela n'est plus le cas : la tendance à la guerre et la tendance à la révolution, ont pris dans notre monde une égale importance, c'est un fait objectif découlant de l'évolution des grandes contradictions du monde contemporain.

Affirmer qu'on ne peut déterminer aujourd'hui, dans la période actuelle, de tendance principale, correspond à une analyse concrète des rapports de forces internationaux et non à un quelconque écartisme reflétant l'incapacité, en présence d'une

situation complexe, à discerner le principal du secondaire.

La croissance simulta-



La libération de Saigon.

née des facteurs de guerre et des facteurs de révolution, signifient-ils un recul de la perspective révolutionnaire, autorisent-ils une vision pessi-

miste de l'évolution des choses ?

Non, bien au contraire ! Comme cela ressort de

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

l'examen de la situation internationale par le Congrès et de sa retranscription dans le programme, c'est l'accélération du processus révolutionnaire

Témoignages

UN CAMARADE EMPRISONNÉ EN 57 POUR SOUTIEN AU FLN

Ouvrier d'une cinquantaine d'années, déporté et condamné à mort par les nazis, il est parti en Extrême-Orient combattre le fascisme japonais. Détourné sur le Vietnam après la capitulation du Japon, il rejoint les rangs du Vietminh, une des raisons qui lui vaudront son exclusion du PCF. Pendant la guerre d'Algérie, il est arrêté pour soutien au FLN et emprisonné plusieurs mois à la Santé. Il nous parle de la portée des travaux du Congrès sur la situation internationale :

«L'exemple des peuples d'Indochine montre combien aujourd'hui la lutte des peuples a progressé. Pour qui connaissait la situation en Indochine, cette victoire était un fait inéluctable. J'ai vu la ténacité du peuple vietnamien, sa capacité de sacrifices. Sa victoire aujourd'hui contre les Américains c'est une belle démonstration du fait que l'impérialisme avec toute son organisation, son économie, tous ses moyens, ne peut pas vaincre les volontés populaires. Et la résistance qu'ils ont faite les a préparés à la construction d'une société nouvelle.

Lorsqu'on dit dans le programme : «La guerre provoque la révolution ou la révolution conjure la guerre» : c'est ce qu'on a vu avec la 2^e guerre mondiale, avec le développement de la lutte révolutionnaire dans le Tiers-Monde qui a suivi. Et aujourd'hui, on ne pourrait aboutir qu'à des victoires encore plus grandes des peuples.

Le programme parle du rôle de plus en plus dangereux pour les peuples que joue l'Union Soviétique, c'est très juste, et très important de le dire. Je pense qu'avec l'Angola, ça a été très significatif : les Soviétiques ont été hors de leur zone d'influence européenne, jusqu'à Cuba qui n'appartient pas au pacte de Varsovie, et qu'ils ont colonisé, pour chercher des troupes à envoyer, comme de véritables mercenaires. Moi, ça me fait penser à la France qui se servait des Sénégalais pour faire combattre des Africains par des Africains. Là, l'URSS a utilisé un pays du Tiers-Monde pour intervenir dans un autre pays du Tiers-Monde. Cette puissance est devenue dangereuse pour les peuples.

UN CAMARADE DE LA MÉTALLURGIE

Ouvrier de la métallurgie, âgé de 49 ans : «Sur la menace de guerre, je n'étais pas très d'accord au départ, simplement en partant de l'idée que ça ne serait pas possible aujourd'hui après ce qu'on a connu, que les gens acceptent une nouvelle guerre ; les peuples refuseraient une nouvelle guerre mondiale.

On a réétudié le problème en cellule, on en a beaucoup discuté. Aujourd'hui, je pense que c'est un point important. Et cela se comprend lorsqu'on regarde l'évolution des choses, lorsqu'on voit l'affaiblissement des Etats-Unis et le jeu de l'URSS qui en profite et avec ses tromperies, devient l'ennemi le plus dangereux des peuples.

En voyant la place réservée

à la situation internationale dans la discussion sur le programme, je me disais : Si Raymond, Serge, ou d'autres copains de ma boîte étaient là, ça serait bon, car on a besoin de s'instruire de la lutte des autres peuples pour sentir qu'on mène une même lutte et qu'on sera fort ensemble.

J'ai bien aimé la remarque du représentant du Front Polisario à la réunion de clôture lorsqu'il a dit qu'il ne se sentait pas étranger parmi nous. Cela concrétisait bien le contenu de notre programme et le Parti que nous voulons faire.

CONTRE LES SUPERPUISSANCES ET CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

«Le deuxième monde est constitué par les pays capitalistes et impérialistes secondaires, soumis aux pressions des deux super-puissances, qui y font ainsi naître de profondes contradictions».

La France faisant partie de cet ensemble, la question se pose aux révolutionnaires de leur attitude devant les tendances au resserrement des liens avec le Tiers Monde, qui peut contribuer à isoler les deux super-puissances ; ne risque-t-on pas, alors, d'en venir à soutenir des actions qui poursuivent, quant au

fond, des visées impérialistes ?

La discussion du Congrès a clairement rappelé les positions de notre Parti sur ce point : si, parfois, notre bourgeoisie se trouve passer des accords qui renforcent la position des pays du Tiers Monde avec lesquels ils ont signés, comme ceux de Lomé, c'est bien en raison des rapports de forces réels, et non de sa bienveillance. Deux facteurs contribuent à l'affaiblir : la pression des super-puissances et le mouvement pour l'indépendance du Tiers Monde. Si de tels

rapports d'unité se constituent, c'est sur la base de la lutte ; les accords d'Etat à Etat sur le pétrole en 1974 étaient consécutifs à l'embargo de 1973. C'est la puissance acquise par le Tiers Monde qui permettait de nouveaux rapports, sur la base du recul des divers impérialismes européens, parmi lesquels la France. Favoriser l'unité entre Tiers Monde et second monde suppose, essentiellement, si l'on se place d'un point de vue de classe, de soutenir le mouvement du Tiers Monde contre l'impérialisme, particulièrement, le nôtre.

En Indochine :

«Phnom-Penh et Saïgon, puis Vientiane ont été libérées : le Cambodge, le Vietnam et le Laos ont conquis par la guerre du peuple leur indépendance. Le peuple cambodgien qui a affronté victorieusement, en même temps que l'agression américaine, l'intervention soviétique, s'engage fermement dans l'édification de la démocratie nouvelle vers le socialisme».

Au Moyen Orient, où l'agression syrienne est mise en échec par la

POLITIQUE

C.C. DU P«C»F : RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

UNE AUTRE POLITIQUE IMPÉRIALISTE POUR LA FRANCE

La réunion du Comité Central du PCF coïncidait avec les élections en Italie et précédait de quelques jours la dernière rencontre des PC d'Europe à Berlin, chargée du document préparatoire au sommet des partis révisionnistes d'Europe. Cette session du Comité Central portant sur la situation internationale ne pouvait que traiter de ces problèmes et situer la position du PCF par rapport à l'URSS et par rapport à ce que la presse bourgeoise appelle «l'Euro-communisme», c'est-à-dire la conjonction des positions du PCI et du PCF.

Pour le PCF, et en cela il reprend l'analyse verbale de l'URSS, «la tendance dominante est la détente». Il s'appuie pour cela sur la conférence d'Helsinki. Une telle position masque l'aggravation des risques de guerre du fait de la rivalité accrue des deux super-puissances, l'URSS et les USA. Elle fait le jeu de l'URSS qui a intérêt à faire croire à la détente alors qu'elle développe son potentiel agressif, qu'elle intervient ou tente d'intervenir partout dans le monde et qu'elle masse en Europe ses troupes d'agression. Propager le point de vue de la «détente», a pour conséquence de désarmer notre pays face aux menaces et aux pressions du social impérialisme.

DÉMARCATIION D'AVEC L'URSS

D'accord avec le P«C» soviétique sur la «détente», le PCF n'analyse cependant pas de la même façon la politique extérieure de Giscard. Il y a quelques jours, l'agence soviétique Tass enregistrait avec satisfaction les déclarations de politique étrangère du gouvernement français : «La déclaration de Valéry Giscard d'Estaing selon laquelle la France a l'intention de persévérer dans la politique de détente et de coopération avec l'Union Soviétique, qui répond aux intérêts de nos deux peuples, n'est pas passée non plus inaperçue».

L'Humanité relevait ces propos et les critiquait. Pour le PCF, la politique giscardienne s'insère dans la politique mondiale des Etats-Unis, elle renoue avec l'atlantisme. Il y a là un point de divergence persistant qui permet au PCF d'affirmer son autonomie par rapport à l'URSS. (De même, il avait marqué ses différences avec le parti soviétique à propos de l'affaire Pliouchtch, de la question des libertés...).

Pour pouvoir accéder au pouvoir en France, le PCF doit obligatoirement se démarquer de ce qui se passe en URSS, exemple trop largement rejeté dans les masses en France. (Mais ce n'est pas chose facile pour un tel parti qui conserve de multiples liens avec l'URSS et qui est encore soumis à des pressions).

Cela l'amène également à se rapprocher du PCI qui a affirmé, depuis plus longtemps et sur plus de points, son indépendance vis-à-vis du PCUS. C'est ce rapprochement qui constitue l'euro-révisionnisme, fondé sur des positions communes : affirmation dans leur programme d'une «extension des libertés», du passage pacifique au socialisme, de l'alternance démocratique, d'union de tout le peuple, d'alliance avec d'autres partis bourgeois...

Cette position commune s'est retrouvée dans la préparation de la conférence des P«C» d'Europe

dont la préparation est en cours depuis deux ans et qui bute sur le refus des partis ouest-européens de se ranger sur les positions de l'URSS. Il semble qu'un accord soit finalement en train de se réaliser sur un texte «très limité», selon l'expression même de Kanapa.

UNE POLITIQUE EXTERIEURE DE RECHANGE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Qu'est-ce qui commande cette politique étrangère du PCF ? Des raisons électoralistes ? Ceci entre en ligne de compte dans l'affirmation que le «socialisme aux couleurs de la France» n'a rien à voir avec le régime qui règne en URSS. Mais cette considération est secondaire. La politique étrangère du PCF est soutenue par son projet de capitalisme d'Etat.

En tant que défenseur de l'impérialisme français, il est amené à ménager pour la France un certain nombre de possibilités. Bien qu'il le nie officiellement, le PCF sait que la France est une puissance secondaire, qu'elle ne peut en tant que puissance impérialiste avoir de politique indépendante des super-puissances.

Dans le projet du P«C»F, les relations avec le bloc soviétique occupent une place importante : s'estimant mieux placé que le gouvernement actuel, il compte tirer de ses relations privilégiées un certain nombre d'avantages économiques et commerciaux, mais par là même, il sera plus soumis aux pressions du social impérialisme (1).

Grâce à ses liens privilégiés avec l'URSS et à l'enveloppe «progressiste» de sa politique étrangère, le PCF espère également se gagner des avantages dans ses relations avec les pays du Tiers Monde qui tentent de développer un capitalisme d'Etat.

Tout en fondant ses espoirs sur cette orientation, il tente de conserver des relations avec l'autre bloc. Kanapa dans son rapport dit explicitement que le PCF ne prendra pas l'initiative d'une rupture du pacte atlantique et signifie aux hommes d'affaires américains qu'ils ont tout à gagner d'un maintien des relations commerciales avec la France. En se ménageant des relations avec les USA, le PCF compte faire contre-poids à l'URSS. Enfin, il tente de s'appuyer sur les positions actuelles de l'impérialisme français et il essaiera de les renforcer en les justifiant au nom de «l'internationalisme et du soutien aux peuples».

Porteur de ce projet de capitalisme d'Etat, le PCF adopte des positions en politique étrangère qui visent à trouver de nouveaux débouchés aussi que de nouvelles sources d'approvisionnement et de pillage à l'impérialisme français. L'élément dominant dans cette politique est, qu'il le veuille ou non une plus grande soumission au social-impérialisme, mais cette soumission n'élimine pas pour autant les contradictions avec l'URSS. Contradictions d'un impérialisme secondaire vis-à-vis de la super-puissance à laquelle il se soumet.

Serge LIVET

(1) Rapport Kanapa : «Quelles possibilités profitables pour notre peuple, pour son emploi et son bien-être il (Giscard) laisse inutilisées avec les pays socialistes, avec les jeunes Etats en développement !»

PLUS-VALUES : TEXTE VOTÉ, MAIS CE N'EST PAS UN SUCCÈS POUR LE GOUVERNEMENT

Chirac et Fourcade s'éponageaient le front hier après-midi au Parlement, les députés venaient de voter la loi portant imposition des plus-values (256 voix pour, 197 contre, 26 abstentions, 11 députés n'ont pas pris part au vote). C'était l'aboutissement d'une intense agitation parlementaire de trois semaines marquée par une fronde de l'UDR. Chirac hier distribuait des cigarettes aux députés UDR et tentait de convaincre les derniers récalcitrants, de voter le texte. Ceux-ci, hormis quelques uns, se sont finalement laissés convain-

cre. Pour minimiser la portée des votes hostiles de son groupe, Chirac les qualifiait de votes de «conscience» qui ne traduisaient pas une opposition politique. En fin de compte, malgré leurs éclats, les députés de l'UDR ont voté un texte assez proche du projet initial, ils sont même revenus sur l'amendement permettant de soustraire les moins-values sur les obligations aux plus-values mobilières.

Dans un premier temps, Chirac avait pu laisser les députés de son groupe créer

des difficultés au texte de Fourcade, l'UDR marquant ainsi son poids parlementaire et signifiant qu'elle n'admettrait pas les infléchissements trop marqués de la politique de défense et une alliance contre elle des deux autres formations de la majorité. Cependant, Giscard ne pouvait admettre que la loi sur les plus-values soit mise en pièces et il a chargé Chirac de convaincre l'UDR d'obtempérer, ce qui fut fait, l'UDR ne pouvant se permettre de déclencher une crise parlementaire dans la situation actuelle.

Le texte adopté bien qu'il soit proche du texte de Fourcade, ne gênera guère les spéculateurs, il était suffisamment édulcoré avant d'être présenté au Parlement. Il ne sera d'aucun rapport à l'Etat d'ici 1980.

Le gouvernement ne ressort pas renforcé de ce débat sur les plus-values. La coalition présidentielle a révélé ses contradictions, et le grand projet giscardien de justice fiscale s'est lamentablement dégonflé.

Suite de la une

CHIRAC HIER SOIR À LA TÉLÉ

L'autre volet de cette politique qui nous est promise pour les cinq prochaines années, c'est un renforcement des contrôles sur les prétendues aides que nous accordons l'Etat et de l'allocation chômage en particulier. Chirac est à nouveau revenu sur ses déclarations sur les prétendus «abus» de certains chômeurs et a affirmé que les contrôles seraient plus sévères. Déjà l'ANPE commence une vérification des chômeurs inscrits pour vérifier les

«abus», c'est-à-dire ceux qui ne cherchent pas de travail ou qui en refusent. Ceci dans le but de supprimer leur allocation à un plus grand nombre de chômeurs.

Répression, contrôle, la politique de crise de la bourgeoisie tient en ces quelques mots qui expriment le renforcement de sa dictature sur les travailleurs. C'est là un plan que nous saurons mettre en échec !

Après le verdict provocateur du procès d'Aléria

COLÈRE, TRISTESSE ET INDIGNATION EN CORSE

La réaction des Corses après le verdict du procès d'Aléria est unanime. «Nous sommes scandalisés, éccœurés !», entend-on partout. La manière habile avec laquelle la Cour de Sûreté de l'Etat avait conduit le procès en donnant assez librement la parole à la défense, avait pu entretenir certaines illusions. Beaucoup attendaient un verdict «clément» à défaut d'un verdict juste. De ces illusions, il ne reste plus grand'chose aujourd'hui.

La condamnation d'Edmond Siméoni, reconnu non coupable d'homicide involontaire, fait apparaître la véritable nature du verdict : une répression brutale, une répression politique, qui à travers Siméoni vise l'ensemble du peuple corse dans sa lutte. Beaucoup de Corses attendaient le verdict comme un moment de fête, celui de la libération de Siméoni. Certains avaient même commandé des orchestres, des feux d'artifices, préparé des fêtes. Le mot d'ordre de grève de 10 à 12 H, lancé par la CGT a eu un écho assez faible. D'abord parce que la CGT est très minoritaire. Ensuite parce qu'il est apparu très nettement aux Corses pour ce qu'il était : une manœuvre démagogique pour tenter de retrouver un certain crédit. Depuis les dénonciations et les attaques lancées contre les militants corsés, le crédit du P«C»F est en effet au plus bas. A Bastia, à 10 H du soir, après l'annonce du verdict, on pouvait voir des jeunes qui sanglotaient.

En Corse, les organisations politiques et professionnelles se sont donné quelques jours pour réfléchir à la riposte. «La journée «le morte» est une phase dépassée. Il faut maintenant aller bien plus loin. C'est une action intelligente, réfléchie, efficace qu'il faut entreprendre !», dit-on à Ajaccio. L'affaire Cacciari, le procès de Bastia qui s'ouvre bientôt constituera la phase décisive de la mobilisation des Corses. Certes, les bergers sont déjà dans les alpages ou partiront bientôt en transhumance. Mais la colère est là, encore contenue, pour quelques jours peut-être. Mais, avec les illusions qui sont tombées, elle doit désormais éclater et prendre un caractère de masse encore plus large que tout ce que la Corse a connu jusqu'à ce jour.

• Hier matin, une réunion s'est tenue à la préfecture d'Ajaccio avec les organisations agricoles. Soixante-dix, quatre vingt personnes étaient là qui n'ont pas réussi à se mettre d'accord. La tactique du pouvoir est simple : elle consiste à multiplier les syndicats agricoles bidons. Ainsi, une fédération de producteurs d'olives a été créée, une autre pour les amandes, une pour les éleveurs, une pour les cerises, dont les dirigeants sont presque toujours les mêmes. Ces fédérations sont chargées d'exprimer leur désaccord, en particulier avec la FDSEA, le préfet n'ayant plus qu'à conclure : mettez-vous d'accord entre vous et ensuite on verra !

LUTTES OUVRIÈRES

LES MINEURS ACCUSENT

Suite de la une

D'abord, celle de Bindler, délégué syndical, délégué mineur, délégué de la sécurité. Il déclare : « Il n'y a pas de fatalité, ces hommes étaient en tournée d'inspection dans le puits de Berrwiller où l'on savait que le plancher du fond était pourri. Un rapport de 1974 le signalait clairement. Il ajoute : « On m'a demandé mon avis et j'ai indiqué que cela était dangereux, impossible ! Malgré tout, l'équipe effectuait la mission. »

Il démontre que le règlement n'était pas appliqué. L'article 64 notamment, concernant l'état des planchers de fond de fosse qui n'aurait pas été appliqué. Bindler montre alors comment les conditions de travail se détériorent de plus en plus.

Entre 74 et 75, le taux d'accident a augmenté de 15 %. Il dit : « Un an après Liévin, il y a eu un éboulement à la mine Amélie et c'est 27 mineurs qui ont échappé de peu à la mort. Il rappelle encore que le système d'abattage imposé par la direction en 72 avait provoqué trois morts, alors que les mineurs en grève quelques mois auparavant réclamait la suppression de ce nouveau système d'abattage. Il réclame aussi la reconnaissance des maladies professionnelles. Seules, les crampes de chaleur ont été reconnues à ce jour après de longues luttes. Il

ajoute : « Nous en avons assez des promesses gouvernementales, des promesses le jour des obsèques qui restent sans effet. Cela dit aujourd'hui avec force, oui, c'est une journée de deuil, mais c'est aussi une journée de lutte ! »

Ensuite, c'est le président du directoire des NDPA et le ministre de la recherche et de l'industrie d'Ornano qui prononcent deux discours. Mais ce ne sont que des larmes de crocodiles sur l'aspect impitoyable de la vie des mineurs, sur le dévouement sans borne des cinq victimes, sur la fatalité qu'on ne peut accepter ainsi. Les mineurs ne sont pas dupes de ces verbiages, ils se séparent après le départ des convois. En parcourant les allées des cimetières de Stesselsekden, on rencontre souvent ces inscriptions : « Ici, repose X décédé accidentellement », et on est frappé, révolté par le nombre de travailleurs qui n'ont même pas dépassé les quarante ans. Depuis la création des mines de potasse, plus de huit cents ont ainsi été véritablement assassinés. Les mineurs savent que ce n'est que la lutte qui empêchera qu'on envoie à la mort leurs frères, qui empêchera qu'on liquide leur mine de potasse au nom de quelque politique impérialiste.

Nous avons demandé à Robert, ancien mineur de fond, aujourd'hui mineur de jour, comment ce drame a pu se produire :

— Robert : D'abord, il faut dire que le puits de

INTERVIEW D'UN MINEUR DE BERRWILLER

Berrwiller c'est le plus récent. Depuis une dizaine d'années, jamais personne n'est allé contrôler le puisard. C'est pour cela qu'il y avait trente mètres de boue et que les échelles étaient pourries. Le plan-

cher tenait peut être encore, mais les pattes de scellement en fer, avec la corrosion, due au sel et à l'humidité, devaient être pourries.

— Quotidien du Peuple : Peux-tu dire pourquoi, il n'y a jamais eu de contrôle avant, ni de travaux d'effectués ?

— R. : La direction des Mines a laissé trainer volontairement Berrwiller. C'est un puits rentable donc pas question d'arrêter la production, pour dégager la boue.

— QdP : Tu veux dire que pendant ces travaux d'entretien, personne ne peut travailler ?

— R. : Oui, c'est ça. Personne ne peut travailler. Et d'ailleurs, même quand il s'agit d'un simple contrôle, effectué par les mineurs d'about, quand ils descendent, c'est fini, la cage est bloquée.

— QdP : Est-ce que les mineurs connaissent l'état déficient des échelles et des planchers ?

— R. : Ça c'est sûr, même que le chef-ponion avait dit : moi, je n'y vais pas seul. Quand l'ingénieur a dit qu'il fallait y

aller, tous sont descendus. Cela faisait trois semaines qu'il était chargé d'inspecter les puits. Autant dire qu'il n'y connaissait pas grand chose. Ce que je ne m'explique pas, c'est pourquoi ils n'avaient pas mis les ceintures de sécurité. Encordés et attachés à la cage, ils ne seraient pas morts.

— QdP : Pour toi, qui est responsable ?

— R. : De toute façon, c'est la direction. Maintenant, elle fait l'hypocrite, mais c'est elle qui a laissé trainer les choses en longueur. Et d'un seul coup, ça pressait ces travaux là, qu'elle n'avait pas fait depuis dix ans. Il fallait vite les effectuer pendant les congés.

— QdP : Comment réagissent les mineurs ?

— R. : Ils sont indignés par ce qui est arrivé, car comme moi, ils savent qui sont les vrais responsables.

Maintenant, les syndicats ont fait un « speech » et ils se sont portés partie civile et puis ça recommencera comme avant. Aucune action n'est envisagée.



Le capital a encore tué à Berrwiller

Vendredi 18 juin, 15 h 30 : cinq mineurs demandent la cage au signaleur. Ils veulent descendre le plus bas possible, au niveau du dernier plancher établi au-dessus du fond du puits (huit cents mètres de fond), envahi par l'eau et la vase. C'était l'équipe des mineurs d'about. Il y avait un ingénieur, deux chefs ponions et deux mineurs d'about, Hérod et Allary.

Vers 18 h 30, le signaleur (mineur chargé de la conduite de la cage) constate que la visite des cinq hommes se prolonge anormalement. Il tente d'entrer en communication avec eux, rien. Aussitôt, il donne l'alerte. Les mineurs accourent ainsi que les familles. Une foule très dense se rassemble très vite devant les grilles. Les sauveteurs de la première équipe trouvent un trou béant, là où était établi le plancher de fond. Les cinq mineurs étaient précipités dans l'eau et la vase qui remplissent le puisard, sur trente mètres de profondeur.

Au cours des travaux de sauvetage, un nouvel accident faillit se produire. René Bindler, délégué mineur fut bousculé par un de ses camarades qui avait perdu l'équilibre. S'ils ne sont pas tombés tous les deux dans le puits, c'est qu'ils étaient encordés (ceinture de sé-

- Trois morts le vendredi 4 août 1972 à l'effondrement d'un toit de la mine « Amélie ».
- Sept morts le 26 avril 1967 à la suite de l'effondrement d'un toit dans le puits « Marie-Louise ».
- Six morts le 19 avril 1963 (dégagement de gaz).
- 25 morts le 23 juillet 1940 (dégagement de gaz).

curité rattachée au couffat). L'ingénieur Wilt fut découvert le premier. Son corps flottait sur quelques éléments encore joints du plancher. Il était mort asphyxié en attendant les secours.

Il est très difficile à des mineurs, même parfaitement entraînés de descendre plus bas que le niveau du dernier plancher. Il n'y a plus d'échelle, c'est une paroi à pic. C'est donc dans des conditions extrêmement difficiles et périlleuses, à l'aide de cordages, de poulies, que les sauveteurs finirent par atteindre le niveau du puisard, plus de trente mètres plus bas. Les quatre autres mineurs étaient ensevelis dans trente mètres de boue. Il fallut aux sauveteurs, en se relayant, passer des heures avant d'arriver à repêcher les corps à l'aide de harpons. Dimanche 20 juin, à 5 h du matin, le premier corps fut repêché, le quatrième à 10 h 45.

HA.CUI.TEX. contre le chômage

VERS UNE COORDINATION EFFECTIVE DES LUTTES

La fédération HA.CUI.TEX. (Habillement, Cuirs, Textiles) de la CFDT organisait hier une conférence de presse. Plusieurs délégations de travailleurs en lutte, occupant leurs usines contre les licenciements participaient à cette conférence : Desombre de Lille, tissage Dreyfus à Barbières près de Valence, chaussures Donval de Rospenden, tissage Fromage de Rouen, CIP de Haisnes (Pas-de-Calais), RPT de Péage-de-Roussillon...

La situation pour les travailleurs dans ces branches est catastrophique.

Dans ces types de production, l'exploitation capitaliste est féroce : les salaires les plus bas, les cadences de travail insoutenables (notamment dans le textile). Avec les restructurations, les conditions de vie et de travail s'aggravent encore et, inévitablement, s'y ajoute le chômage. Rhône-Poulenc veut restructurer sa branche textile et ainsi licencier 3000 travailleurs ; les usines de chaussures ferment les unes après les autres (Fougères, Cholet, Rospenden...). Depuis deux ans, c'est 100 000 emplois qui ont été supprimés dans ces branches, soit environ 1 sur 10.

A LA RECHERCHE DE PERSPECTIVES

A mesure qu'elles ferment, les usines sont occupées par les ouvriers. « Dans un premier temps, dit un militant de Dreyfus, parce qu'on a le

dos au mur l'on ne peut faire autrement que de se battre ! » C'est vrai, quelle solution pour ces travailleurs ? S'inscrire au chômage ou partir ? Massivement, ils ont choisi la lutte : Donval occupée depuis le 5 janvier 76 ; Réhault depuis le 13 février 76 ; Dreyfus depuis plus d'un an ; Desombre depuis 9 mois...

Pour nombre d'entre eux, les mois passent, les manifestations alternent avec les occupations de mairies, d'ANPE ou d'ASSEDIC, et il n'y a toujours pas de solution en vue. La bourgeoisie laisse pourrir les luttes, elle compte sur le découragement. Pour essayer de dépasser cette situation, de redonner un souffle nouveau à leurs luttes, les travailleurs ont très bien senti la nécessité de se rencontrer. Des militants de CIP expliquent :

« C'est pour ne pas rester isolés que nous avons entrepris notre tour de France. Au début, on avait en tête d'échanger nos expériences, de faire profiter les camarades de nos acquis pour qu'ils évitent certaines erreurs que nous avons faites et réciproquement. Mais c'est sûr que ce n'est pas suffisant. Maintenant, il faut aller plus loin. Il faut que ces coordinations qui se multiplient servent à construire le rapport de force qui permettra de faire céder les capitalistes. »

QUELLE COORDINATION DES LUTTES ?

La fédération HACUITEX n'est pas d'accord avec les prises de position du Bureau National de la CFDT concernant la coordination des luttes. Elle appelle au contraire ses militants, ses sections à multiplier ce type d'initiatives et même à ne pas se limiter au cadre de la fédération. Ce fut le cas dernièrement quand à l'appel des travailleurs de Dreyfus, des délégations de Lip, de Griffet, de « La boulonnerie calibrée »... participaient à un « carrefour des luttes ». Les rencontres de ce type vont se poursuivre, à Réhault les 2 et

3 juillet, à CIP le 26 juin, dans le nord en septembre.

Mais comment élargir ces coordinations, sur quelle base doivent-elles se constituer ? Ces questions ne sont pas tranchées. La fédération HACUITEX estime par exemple que la coordination de la Pentecôte à Lip « n'était pas claire ». Les militants d'HACUITEX pensent qu'il ne faut pas remplacer la bataille dans les structures syndicales pour imposer une authentique coordination des luttes, par la mise sur pieds de structures débordant le cadre syndical. Ils soulèvent aussi un problème réel. Mais s'il est nécessaire de mener cette bataille, il n'en reste pas moins qu'elle serait sans grande portée si en même temps ne se prennent pas les initiatives par lesquelles il sera possible de rassembler les travailleurs en lutte, quelle que soit leur appartenance syndicale ou politique, et plus largement, les paysans, les femmes, les jeunes, tous ceux qui veulent lutter, tous ceux qui refusent de payer la crise.

La condition pour rassembler ces forces, c'est l'élaboration collective d'un programme de lutte.

Gérard PRIVAT

LUTTES OUVRIÈRES

RASSEMBLEMENT DES COMITÉS CHÔMEURS CFDT :

«IL FAUT ALLER BEAUCOUP PLUS LOIN»

Hier avait lieu, au métro François Xavier, à Paris, un rassemblement de comités de chômeurs CFDT, organisé par l'Union Régionale Parisienne CFDT, en vue de réclamer la gratuité de la carte orange pour les chômeurs.

Il y avait bien peu de monde, 100 à 150 personnes des comités 20^e, 18^e, 11^e, 12^e... L'action proposée était que des délégations aillent «sans arrêt» porter des pétitions à la préfecture de région située dans le quartier, pour «faire pression», pendant qu'une autre délégation allait discuter. Au bout d'une demi-heure, il n'y avait bientôt plus que la moitié des gens présents au départ. Pourquoi ?

Le peu de monde mobilisé nous dira un travailleur du 20^e, s'explique déjà par le fait «qu'il n'y a pas eu de mobilisation sérieuse ; la CFDT a annoncé tout d'un coup, il y a 15 jours, qu'il y aurait ce rassemblement ; ça

En fait, comme l'exprimera à sa manière un chômeur, la création de comités chômeurs qui remonte à un an, jusqu'à cette initiative en leur direction, est beaucoup plus de la part de la confédération réformatrice CFDT, une tentati-

doit se fixer est de lutter pour les emplois».

...OU ENGAGER LA LUTTE COMMUNE AVEC LES TRAVAILLEURS ACTIFS !

Sur différents panneaux s'affirmait la nécessité de lutter contre la logique capitaliste, celle qui veut nous faire payer sa crise en licenciement d'un côté, en accélérant les cadences de l'autre, la nécessité de construire l'unité populaire : «A la RATP, nous voulons des effectifs suffisants pour un meilleur service, les chômeurs de Vincennes St Mandé veulent du travail !»

Mais pour cela, comme nous le dira un travailleur du 20^e, il ne faut pas que les comités soient pris en charge

DÉVELOPPONS LE SOUTIEN AUX 23 LICENCIÉS DE BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE

Le comité de soutien aux 23 licenciés de Bourgogne-Électronique de Levallois s'est réuni le 18 juin. Une ouvrière de Bourgogne-Électronique a exposé la situation à Dijon où, le mercredi 30 juin, 15 licenciés passent en Prud'homme (rappelons que leurs huit camarades délégués élus, ont déjà été réintégrés, leur licenciement ayant été refusé par l'inspecteur du travail ; mais le patron a fait appel à Durafour).

four», organisé le 12 juin par la section CGT des Câbles de Lyon-Clichy, qui a été une étape importante dans la constitution d'un front de lutte contre la répression, cette volonté d'organiser la riposte contre la répression, de développer l'initiative ouvrière, d'acquiescer l'autonomie de la lutte, s'exprimera largement au cours du débat qui ouvrira le meeting. Des travailleurs de nombreuses entreprises de la région seront présents, samedi :

Assurances Générales de Paris, Union des Assurances de Paris, Galeries Lafayette, Hôpital St Antoine, INSEE, postiers d'Arcueil, de Brune, de PLM, Chausson-Asnières, PCUK Levallois, Comptoir Lyon Allemand, postiers de la Plaine-St-Denis...

La perspective est de créer un comité de soutien sur Paris.

LE 30 JUIN, FAIRE ÉCHEC A LA RÉPRESSION :

Le jour du procès, il faut constituer nationalement un rapport de force pour imposer la réintégration des quinze camarades : motions, télégrammes de soutien, délégations de sections syndicales, de travailleurs du trust Thomson et d'autres entreprises doivent affluer à Dijon !

syndicaux : au centre de tri de Gennevilliers (deux auxiliaires licenciés), au centre de tri d'Austerlitz.

Face à cette répression, une aspiration se développe : unir les luttes, coordonner les efforts, créer autour des entreprises en lutte une unité populaire avec les habitants des quartiers, les jeunes, les travailleurs immigrés...

Pour contribuer à ce qu'un tel mouvement se crée sur la Région Parisienne, le Comité de Soutien a décidé d'appeler à un meeting-débat, samedi 26.

A ce meeting, prendront la parole des travailleurs de Thomson Levallois, de LTT Conflans Ste Honorine, des Câbles de Lyon (Clichy), des postiers des centres de tri de Gennevilliers et Austerlitz.

CONSTRUISONS L'UNITÉ POPULAIRE CONTRE LA RÉPRESSION

Dans notre région, après les Câbles de Lyon, la répression frappe d'autres travailleurs et militants

Après le rassemblement des licenciés de Dura-

Notre Comité de Soutien appelle les sections syndicales, les travailleurs de la Région Parisienne à participer massivement au :

MEETING-DÉBAT POUR LE SOUTIEN AUX LICENCIÉS DE BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE
Samedi 26 juin 1976 - 17 H - Bourse du Travail
140, rue Marius AUFAN (M^o Pont de Levallois) - 92 Levallois
Comité de Soutien pour la réintégration des 23 licenciés de B-E (Levallois)

Le 30 juin, envoyez vos télégrammes à :
Syndicat CFDT «Bourgogne-Électronique»
(pour les licenciés) - UD CFDT Côte d'Or
Maison des Sociétés - 7, rue du Dr CHAUSSIER
21000 DIJON

Pour tout contact : Guy Praxelle
2, allée de l'île Marante - 92700 Colombes



devoir être pris en main en direction des boîtes mais ça n'a pas été fait». Un autre, du 18^e ajoutera : «Nous avons récolté 1600 signatures sur les PTT, les hôpitaux, mais globalement, ça n'a pas été impulsé».

ve de récupération de la révolte des chômeurs qu'une autre chose. «La confédération veut absolument faire des comités de chômeurs qui soient sous sa direction. Elle veut faire comme la confédération CGT. Ce sectarisme de boutique ne fait pas avancer les choses».

par la seule CFDT, mais que ces comités soient liés aux sections d'entreprise.

Ces aspirations des chômeurs à passer à l'offensive, à se lier aux travailleurs actifs pour une lutte commune, nous la retrouverons chez les quelques chômeurs présents : chez les travailleurs au chômage qui se battent au sein de ces comités CFDT (ainsi que d'autres, simplement soutenus par des sections syndicales, dont certains étaient présents) pour travailler sur les ANPE, mais surtout dans les boîtes, sur les quartiers pour s'opposer aux expulsions comme pour défendre ce travailleur «qui touche 600 F par mois et a un loyer de 520 F». Ces initiatives sont positives et ne sauraient manquer de se développer dans les semaines et les mois à venir ; la peur bleue qu'en ont les réformistes du PS dans la CFDT, le fait «qu'ils s'y opposent sans cesse» n'y changera rien !

Richard FEUILLET

• Les employés du magasin FNAC-ÉTOILE, à Paris, débrayent quotidiennement depuis mercredi dernier. Ils réclament une prime de vacances ainsi que le même horaire que le magasin du Chatelet.

La Chaillotine-Corlay

LE PATRON S'ACHARNE SUR LES GRÉVISTES !

Le 21 mars dernier, les ouvriers de la Chaillotine se mettaient en grève pour obtenir la réintégration d'un chauffeur qui venait d'être licencié. Deux jours après le début de cette lutte, la direction faisait connaître le langage qu'elle comptait tenir : la répression, et ce, d'abord en licenciant six chauffeurs pour «arrêter de travailler». Devant ce coup de force, les ouvriers renforçaient leur grève pour exiger la réintégration de leurs sept camarades. Mais, sept licenciés ne suffisaient pas au «patron de choc», ainsi décide-t-il de traduire en justice onze autres ouvriers et, par la même occasion, de les licencier. Pour couronner le tout, il y a une demande de licenciement de cinq délégués !

Les six chauffeurs ont été relaxés par le tribunal de grande instance de St-Brieuc mais ont reçu une lettre de mise à pied jusqu'au 1^{er} juillet, date à laquelle doivent comparaître leurs onze camarades. Ainsi, c'est vingt-trois travailleurs qui sont victimes de la répression patronale. Si le travail a

repris à la Chaillotine, la lutte continue pour imposer au patron la réintégration des vingt-trois. Ce combat est celui de tous les travailleurs de la région qui ne trouvent du travail que dans les bagnes où ils sont exploités jusqu'au bout par des patrons du type Doux (grève aux abattoirs de volailles à Pé-

derne), patrons qui n'hésitent pas à employer la répression en licenciant les travailleurs qui luttent, s'appuyant sur le fait qu'il n'y a pas de travail dans la région, pour exercer leur chantage et empêcher la lutte.

Un autre problème se trouve posé, c'est celui des travailleurs de régions comme la Bretagne. Ce combat de la Chaillotine est également celui de l'ensemble des travailleurs bretons qui refusent le choix qui leur est laissé : soit un salaire de misère pour une exploitation forcée dans des «usines pirates» qui viennent s'installer en Bretagne en bénéficiant de primes de décentralisation et, qui, après avoir exploité les travailleurs, ferment leurs portes prétextant des dif-

ficultés quelconques et partent ailleurs pour retoucher les primes, etc... soit l'exode vers Paris ou le reste de la France. Pour les travailleurs licenciés, cela signifie de long mois de chômage dans une région où il n'y a pas de travail.

Pour faire échec à la répression et imposer le droit de vivre au pays, il s'agit de créer l'unité populaire autour des licenciés de Corlay, c'est ainsi que l'on pourra faire reculer le patron. Aujourd'hui, se battre et gagner, c'est affirmer que les ouvriers refusent de payer la crise et montrer que la lutte est possible. Ainsi, un meeting de soutien aux licenciés de la Chaillotine aura lieu, mercredi soir, à la maison du peuple de St-Brieuc.

LUTTER ISOLÉMENT...

Quelques banderoles affirmaient : «Créons partout des comités chômeurs CFDT» mais pour faire quoi ? Quelles perspectives de lutte sont offertes dans ces comités qui voilà bientôt un an étaient créés ? Les chômeurs qui y viennent (il faut dire que bien peu s'y retrouvent), se retrouvent seuls, isolés sans contact avec les travailleurs actifs. Les perspectives de «lutte» consistent ni plus ni moins qu'à «se filer des tuyaux» individuellement et réclamer uniquement une meilleure prise en charge des chômeurs. Certes, il est juste, comme nous le diront quelques travailleurs «de réclamer les 90 %, et tous nos droits (c'est avec nos salaires que sont constitués les fonds ASSÉDIC)», mais ils ajouteront à juste titre que cela ne saurait suffire. «Si on ne fait que ça, ça ne va pas. Le problème en fin de compte du chômeur ne doit pas être de se contenter de réclamer la gratuité de ceci ou de cela», mais d'avoir une position offensive «le but que l'on

INFORMATIONS GENERALES

SECHERESSE : LE GOUVERNEMENT SE MOQUE DES PAYSANS

Reportage Pierre PUJOL

La situation dans le Pays d'Auge devient de plus en plus grave. Les prairies artificielles sont sèches, on ne peut plus faire de foin à partir des prairies permanentes, les vaches ayant tout brouté.

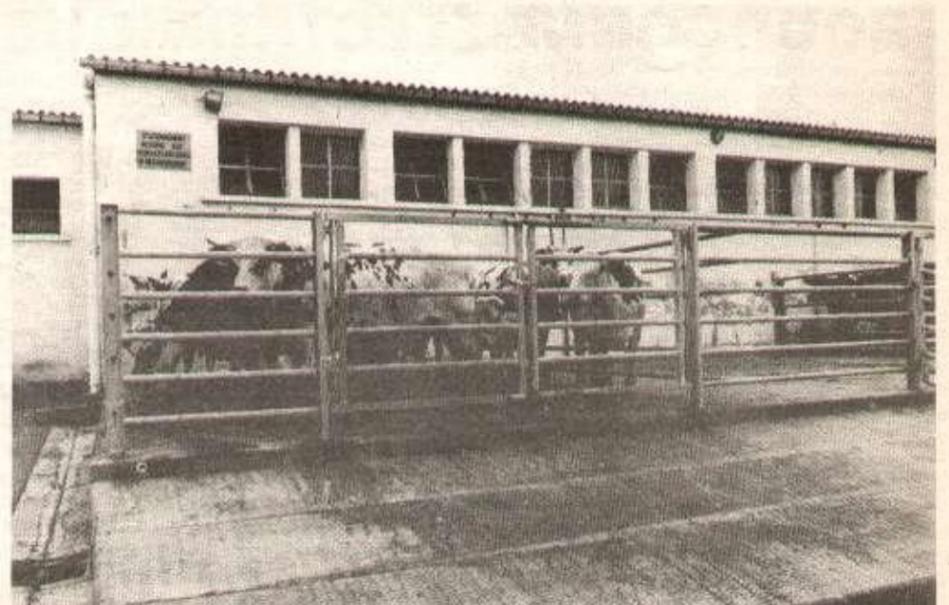
Le bocage commence à être touché. Le Bessin

(région de Bayeux) subit à son tour les effets de la sécheresse. La situation est d'autant plus difficile que dans de nombreuses exploitations, on pratique une production intensive. Si d'ici la mi-juillet, il n'a toujours pas plu, la récolte de maïs sera perdue. Or le maïs, c'est l'aliment de

base du bétail, des vaches laitières entre autres. Le drame, c'est que cette sécheresse succède à une série de mauvaises années. En 72, les prix de la viande avaient chuté, en 74, les gelées précoces ont détruit la récolte de maïs, en 75, des récoltes ont été noyées par les pluies diluviennes. Les paysans espéraient remonter le courant cette année, mais ce ne sera guère possible.

Dans des circonstances aussi dramatiques, la passivité du gouvernement tourne au cynisme.

Les Républicains Indépendants — de qui se moquent-ils ? —, se permettent de demander au gouvernement, le leur, « d'aider les paysans sinistrés » ! Les seules mesures prises en dehors des restrictions d'arrosage des pelouses (dont s'enorgueillissent les préfets d'Ille-et-Vilaine et de l'Eure) et la nomination d'un « Monsieur Sécheresse », c'est le nouveau prêt de un milliard accordé par le Crédit Agricole aux sinistrés. Un seul ennui. C'est que c'est un prêt remboursable avec 8 à 9% d'intérêt alors que les



Conséquence de la sécheresse : les parcs à bestiaux sont pleins aux abattoirs. (ici à Mondeville)

Aux abattoirs de Mondeville (Caen) «Le malheur des uns fait le bonheur des autres»

Une centaine de bêtes attendent dans le parc à bestiaux de l'abattoir de Caen. Elles attendent d'être abattues. Il manque de bouchers, de crochets. La hausse des abattages est de 42 % par rapport à la même période en 1975, aux dires de la direction : « Les paysans vendent tous leurs bêtes. Mais ils mangent leur pain d'hiver. Les bêtes dont ils se débarrassent maintenant, ce sont celles qu'ils auraient dû vendre à l'automne ! »

Les abattages les plus importants proviennent de la région la plus touchée située, en gros, entre Livarot, Vimoutiers, Thury Harcourt et Athis de l'Orne. A la SICA de Fiers on refuse les bêtes. Les bêtes abattues maintenant sont stockées en frigorifique. Malgré la surproduction, conséquence de la sécheresse, il n'y a pas de baisse prévisible du prix de vente au détail, alors que les bovins sont passés de 11 francs à 9,50 francs quand ils sont achetés aux éleveurs ! Par contre, aux abattoirs de Caen, on laisse entendre qu'il pourrait y avoir une hausse pour les consommateurs si le cheptel diminue. Conséquence de la concurrence des ventes de bovins, les porcs qui n'ont rien à voir avec la sécheresse, ont vu aussi leurs cours tomber ! La spéculation s'enrichit de la ruine des petits paysans !

aides habituelles pour sinistrés le sont à 4%. Si le gouvernement et les capitalistes agraires voulaient liquider massivement la paysannerie pauvre, ils ne feraient pas autrement.

Mais ils font là un mauvais calcul. Les paysans en difficulté vont juger, dans leur masse, le pouvoir sur son attitude aujourd'hui. Ils sauront en tirer toutes les leçons.

Le long de la vallée de l'Orne

Le long de la vallée de l'Orne et du Noireau, de Cesny à Condé-sur-Noireau, en passant par Thury-Harcourt, c'est partout le même paysage. Des champs et des prés brûlés par le soleil, aux teintes dorées et roussies, des vaches qui cherchent un peu d'ombre sous les arbres.

Les cultures sont inégales,

plus hautes dans les champs les plus frais, complètement roties ailleurs. Du côté de Pierrefitte, certains ont commencé à mettre les vaches dans les blés.

A Gosseville, village tout en hauteur, j'ai visité l'exploitation de M.V., un petit paysan qui s'en sort uniquement en travaillant plusieurs jours par semaine comme menuisier chez son gendre. « J'ai 15 hectares de terre, et 30 vaches laitières, ce qui fait, par un temps pareil, 15 vaches de trop ! ». Ses champs ont tous un coteau exposé plein sud. Sur les 15 hectares, il y en a bien dix de grillés. « Regardez l'orge, comme elle est basse, le blé, il est roussi, séché sur pied ! Quand au maïs, n'en parlons pas ! » Le problème, c'est l'alimentation du bétail. « On a commencé à couper les branchages des arbres pour remplacer l'herbe. Sur les 170 litres de lait habituel, je n'en obtiens plus que 100 litres. Cela fait une sacrée perte. Si on se mettait à acheter du foin au prix où il est, on travaillerait à perte ! On va être obligé de vendre une vache ! Si je ne travaillais pas à l'extérieur, on ne s'en sortirait pas. Avec les autres paysans, on a décidé de faire venir de la paille de la Somme, qu'on ira chercher nous-même. »

Sur la route de Clecy, une vieille paysanne finit de traire ses vaches : « J'ai 8 hectares et six vaches et je suis toute seule. C'est une catastrophe ! Si cela continue, je vais être obligée de vendre. Pas loin d'ici, du côté de Condé-sur-Noireau, il y a un paysan qui s'est suicidé. Il avait mis ses 20 vaches dans le blé traité. Elles sont mortes intoxiquées. Pour ceux qui travaillent en plus chez Ferodo, ils pourront peut-être s'en sortir, juste... Pour ce qui est d'emprunter, il n'en est pas question ! Je viens de finir de rembourser mes dettes. Le gouvernement, il n'est pas pressé d'aider les petits. Si cela dure, on va être obligé de faire comme les viticulteurs, mais est-ce que tout le monde sera d'accord, je ne sais pas... »

TOUR DE FRANCE COMMERCE ET SPORT

Ce jeudi 24 juin, débute à Merlin Plage, le 63^e Tour de France cycliste. Pendant trois semaines dans les entreprises, les ateliers, les bureaux, nous allons discuter des mérites des grands favoris de ce Tour (Thévenet, Zoetemelk, Van Impe, Ocanal) dans les cafés, escalader entre deux demis le Tourmalet et l'Aubisque. Pourtant le Tour de France, ce n'est pas seulement du sport, c'est avant tout une grande machine à sous...

LA COURSE DES COMPTES

Quinze millions de spectateurs, un budget d'un milliard d'anciens francs, la légende de la petite reine en a fait un incomparable support publicitaire où les places sont chères. La table d'hôtes de la direction du Tour est vingt-deux soirs de suite la plus vaste concertation commerciale mobile du monde. Les fleuves de millions qui alimentent la trésorerie du Tour proviennent de trois sources différentes :

a) les redevances des villes étapes :

Pour une ville, il en revient à peu près à 12 millions d'anciens francs pour s'offrir la venue du Tour. En effet n'accueillent le Tour, ses coureurs et ses accompagnateurs (journalistes, publicitaires entre autres) que les villes, les agglomérations, les complexes touristiques, les stations balnéaires et de sports d'hiver, voire les régions qui consentent à

ouvrir les cordons de leur bourse. Cet argent n'est jamais versé à fonds perdu ; les « donateurs » le récupèrent par plusieurs voies. Tout d'abord celle du commerce local (restauration, boissons, logement) car la ville étape, c'est le déferlement d'une population « nomade » qui en quelque sorte la « pille ». Ensuite par celle des redevances, que les « financiers » locaux (municipaux ou privés) peuvent réclamer pour le spectacle des arrivées d'étape ; celle aussi de la notoriété qui découle de la retransmission par télé et radios des péripéties de l'étape (la Grande Motte, Orcières-Merlette, Avoriaz, Merlin Plage profitent de la venue du Tour pour attirer touristes et profits).

b) la contribution des firmes qui participent publiquement au Tour :

Ainsi la Philip Morris (3 milliards de dollars de chiffres d'affaires) a déterminé que le Tour était le meilleur support de lancement pour ses produits

(cigarettes, bière, vin, etc...). « Le Tour de France est un monument du sport contemporain. Nous l'utiliserons à coup sûr pour l'un de nos produits. La puissance du Tour nous commande de conquérir d'emblée 4 à 5 % du marché français » a déclaré le porte parole de cette firme.

Tout ceci est confirmé par une publicité qu'adressent les organisateurs aux grandes firmes : « L'Équipe et le Parisien Libéré vous présentent le seul support qui permette en vingt-cinq jours seulement une tournée de 5 000 km, de prospecter cinquante départements français, de toucher chaque année des populations nouvelles, de convaincre quinze millions de consommateurs réceptifs ».

Pour pouvoir verser plus de 80 millions d'anciens francs de prix aux coureurs à travers différents classements et diverses primes, il s'agit bien évidemment de récolter une somme bien supérieure. L'action en bourse des firmes, détail significatif, grimpe parfois aussi bien pendant le Tour que les coureurs escaladant le Galibier ou le Tourmalet.

c) la participation aux frais des diverses équipes :

Les droits de participation s'élèvent pour chaque

équipe de huit à neuf millions anciens. Il est vrai que pour les firmes qui financent les équipes (Moteurs Peugeot, Assurances GAN, Saucissons Molteni), une victoire d'étape, c'est le passage de son sigle à la télé, dans les journaux, ce sont les articles où l'on n'oublie jamais de mentionner la firme employeur. « Donnant, donnant », c'est ça l'esprit de solidarité des capitalistes.

Ainsi l'organisation du Tour, c'est de A à Z une opération financière. Dans tout ce battage, le sport est loin d'être l'élément principal comme le démontrent les conditions dans lesquelles a été choisi le départ du Tour 76.

Aujourd'hui le Tour dé-

Alain DESAVE

● CANTONALE DE BOULOGNE BILLANCOURT : La querelle bat son plein entre le PC et le PS à propos de l'élection cantonale de Boulogne Billancourt. Le P«C»F reproche aux électeurs socialistes de ne pas s'être désistés correctement, ce qui expliquerait l'échec de la gauche. Comme on le voit, la préparation des municipales par la gauche commence dans la joie !

● La régie Renault a annoncé que les prix des modèles 77 seront supérieurs de 4,9 % à ceux des modèles 76. Cette nouvelle hausse s'ajoute à celle du 2 janvier dernier dont le montant est de 5,7 %. Après la hausse de l'essence, celle des assurances, rouler en voiture devient de plus en plus un privilège !

Suite de la une

LES CAMPS PALESTINIENS ATTAQUES PAR LES PHALANGES

Les combats violents qui se déroulent au Liban montrent que l'agression syrienne n'a fait qu'aggraver la situation dans le pays. En se portant au secours des forces de droite quand celles-ci étaient sur le point d'être défaits, les troupes syriennes leur ont permis de se reconstituer. Alors qu'un cessez-le-feu a été établi entre les troupes syriennes et la Résistance Palestinienne et le mouvement national libanais, les forces de droite essaient d'établir leur domination par la terreur.

LES PHALANGES ASSASSINENT DANS UN VILLAGE CHRÉTIEN

Un village chrétien, Jage, dans le fief électoral de Eddé, (leader chrétien opposé à l'intervention syrienne) a connu la terreur phalangiste ces derniers jours. Ce village n'avait pas participé à la guerre civile, n'avait pas soutenu les forces syriennes. Un matin, les Phalanges viennent confisquer les armes des habitants, une bataille s'ensuit au cours de laquelle un phalangiste est

blessé mortellement. En représailles, les phalangistes reviennent en force dans le village, rassemblent tous les hommes sur la place centrale, les obligent à s'agenouiller et à insulter Eddé. Un premier homme refuse, il est abattu, puis un deuxième, un troisième abattus à leur tour. Les canons phalangistes détruisent les maisons des gens connus pour appartenir au parti de Eddé.

LE FAUX RETRAIT DES TROUPES SYRIENNES

C'est avec un large sourire que les soldats syriens installés aux abords de Beyrouth font leur paquetage. Nous rentrons à Damas disent-ils. En réalité, les unités syriennes campent à quelques kilomètres de là. De toutes façons, le retrait est très lent, sinon insignifiant. A Beyrouth, les replacent d'autres soldats syriens engagés dans la force arabe, les casques verts. A Saïda, les troupes qui se retirent changent de casques à la sortie de la ville et se transforment en casques verts.

Tandis que les attaques des Phalanges se multiplient non seulement à Beyrouth, mais aussi dans la montagne et en de nombreux points du Liban, les troupes syriennes continuent leurs pressions contre la Résistance Palestinienne pour l'obliger à réintégrer les supplétifs de l'armée syrienne, les chefs de la Saïka et de l'ALP pro-syrienne, dans ses rangs. Arafat a décidé de relever de son commandement Boudieri, chef de l'ALP et de le faire passer en jugement pour insoumission. Selon certaines informations, il aurait cependant été relâché après l'intervention du premier ministre libyen, le commandant Jalloud.

DE NOUVEAUX CASQUES VERTS

Les premiers jours de la mission des casques verts ont servi à la fois aux troupes syriennes et aux Phalanges. Au Caire, on annonçait que la Ligue Arabe avait décidé d'envoyer de nouveaux bataillons, séoudiens, soudanais et somali, permettront-ils de s'acheminer vers un

règlement de la «question libanaise». On peut en douter : les troupes syriennes ont fait la preuve qu'elles ne voulaient pas se retirer, les Phalanges ont montré qu'elles n'avaient pas renoncé à combattre le mouvement national libanais et la Résistance Palestinienne. Ce sont ces deux facteurs qui sont la raison essentielle des combats au Liban. Tant qu'ils ne seront pas neutralisés, il n'y aura pas de paix.

G. CARRAT

● SYRIE : Un officier de l'aviation syrienne a été fusillé, rapporte Wafa, le capitaine Moutih Al Jabz avait refusé de faire une mission au-dessus du Liban. Wafa rapporte également que le pays druze, côté syrien, est quadrillé par les chars, à la suite de la condamnation de l'intervention syrienne par le leader druze qui souleva la révolte contre les Français en 1926.

Suite de la une

«TOUT MADRID MANIFESTE»

Une grande manifestation autorisée était organisée par de nombreuses organisations de masse (comités de quartier, groupes de ménagères, etc). Elle avait été autorisée dans une rue assez étroite, débouchant sur le siège de la DGS (police) à la Puerta del Sol. La manifestation était entourée des jeeps de la police, de chars anti-émeutes et de motards.

Il y avait probablement quatre vingt ou cent mille manifestants, avec des femmes et des enfants.

Les mots d'ordre étaient : «Non à la hausse des prix et au blocage des salaires, amnistie, liberté». Un meeting a eu lieu sur les problèmes des masses et la répression subie par les organisations populaires. Notamment on a parlé des événements d'Aranjuez où un rassemblement pacifique a été dissout sauvagement par la police il y a quelques semaines. A neuf heures, la manifestation autorisée

dût finir, mais à partir de ce moment là, une grande partie des manifestants a refusé de se dissoudre et a repris la manifestation en plusieurs endroits : plusieurs milliers place d'Espagne. Pour les disperser, la police a chargé avec jeeps et motos.

On a manifesté devant le siège de la Compagnie Telefonica pour demander la réintégration des licenciés. A la fin de la manifestation, beaucoup de gens qui sortaient du cinéma s'y sont joints : elle a été dispersée violemment par la police qui a fait plusieurs dizaines d'arrestations. Un groupe d'handicapés présent dans la manifestation a été également frappé par la police malgré la protection des manifestants.

A partir de ce moment, on a entendu les mots d'ordre de «Fraga démission», «Juan Carlos démission», «Syndicat ouvrier».

KISSINGER ET VORSTER CONTRE LES PEUPLES D'AFRIQUE

Kissinger devait rencontrer Vorster hier quelque part en Bavière. Mardi, avant de quitter Paris où il avait rencontré Giscard et Chirac, Kissinger a déclaré que cette rencontre «ne

constitue en aucune manière une approbation de ce qui se passe en Afrique du Sud». Il regrette qu'elle ait lieu dans de telles circonstances et se réclame de la caution des

ambassadeurs africains qu'il a rencontrés à Washington et qui lui auraient demandé de maintenir cette entrevue. Kissinger aurait prétendu que les discussions s'en tiendraient surtout à ce qui avait été prévu : les difficultés du gouvernement raciste de Rhodésie.

L'embarras de Kissinger reflète les difficultés de la politique américaine en Afrique qui, tout en soutenant le bastion impérialiste de ce continent, essaye à tout prix de se présenter en ami aux peuples d'Afrique pour devancer la pénétration du social-impérialisme. La situation en Rhodésie et en Afrique du Sud fera pro-

bablement l'objet d'une discussion globale entre les deux compères.

Cette rencontre dévoile encore plus la collusion de l'impérialisme américain avec le régime raciste. Le fait qu'elle se tienne en Allemagne après une visite de Kissinger en France montre bien que ces trois impérialismes sont les protecteurs du régime de l'Apartheid. D'ailleurs, Vorster et Schmidt ont été dénoncés par une puissante manifestation contre l'Apartheid et contre les interdictions professionnelles qui a rassemblé plusieurs milliers d'anti-impérialistes à Bonn avant-hier.

GISCARD A LA COUR D'ANGLETERRE

C'est une longue kyrielle de futilités royales qui occupent une grande partie du temps de Giscard. Le prétendu descendant, par erreur, de Louis XV se frotte aux grâces royales d'Elisabeth d'Angleterre. Les rapports entre Giscard et le gouvernement anglais sont ainsi faits que ces insultantes et somptueuses réceptions marquent la chaleur des bonnes relations rétablies entre les deux impérialismes aujourd'hui largement dépouillés de leurs empires.

Le discours de Giscard devant la chambre britannique a soulevé des «yeah, yeah» d'approbation des parlementaires britanniques. Il y faisait l'apologie

du parlement britannique. Mais surtout, il y faisait ses plus importantes propositions, l'essentiel de son voyage, avant de se rendre chez le premier ministre Callaghan.

A l'issue de la rencontre un document commun a été publié. «Nos relations doivent être aussi actives et aussi confiantes, a déclaré Giscard que celles que nous avons avec nos partenaires les plus proches du Marché Commun. C'est pourquoi, je propose une rencontre annuelle avec votre premier ministre». Giscard a donc proposé aux Anglais de créer une consultation régulière à l'instar des relations qui existent entre les gouvernements français et allemand.

Ce voyage soulève des inquiétudes chez le gouvernement allemand qui voit sa suprématie menacée par la mise en route de relations étroites entre les gouvernements français et anglais. Derrière toutes les grossières parades royales déployées en faveur de Giscard se profilent les âpres affrontements entre les trois principaux impérialismes européens pour la suprématie dans la construction européenne. Le problème commun des gouvernements français et anglais est de limiter celle de l'Allemagne d'Helmut Schmidt, jusqu'alors partenaire privilégié de Giscard.

ITALIE : LA MONTÉE DU PCI À ROME ET DANS LES AUTRES MUNICIPALITÉS

En même temps que les élections générales se déroulaient des élections municipales, et certaines élections régionales. Toutes ont confirmé les résultats des élections générales : le succès électoral du PCI et la consolidation de la Démocratie Chrétienne. C'est le cas de Gènes où la majorité de gauche est consolidée, c'est le cas de la Sicile également.

A Rome, les partis de gauche organisaient hier une fête pour le succès de leurs formations. Le PCI gagne

neuf sièges dans la municipalité et dépasse la DC qui n'en gagne que trois. L'éventuelle installation d'une municipalité de gauche, sous la direction d'un maire d'une petite formation de gauche, marquerait la montée du PCI dans les institutions municipales et régionales. L'impact de sa présence à la tête de la capitale ne contre-balance pas les difficultés dans lesquelles il se trouve à la suite de son succès aux élections générales.

Alors que pendant des

mois, le PCI a mis en avant son «compromis historique», présenté comme seule issue à la situation politique italienne, Berlinguer devait déclarer à la Stampa : «Le PCI n'est pas pressé» de rentrer au gouvernement. «Nous voulons attendre les propositions que feront les autres partis en premier lieu la Démocratie Chrétienne et le parti socialiste». Le PCI est réduit à l'attente : les limites de son succès ne lui ont pas permis d'imposer ses propositions, ni de prendre l'initiative d'en faire de nouvelles.



Une image de l'Apartheid : le travail des enfants...

● VIETNAM : La première session de l'Assemblée Nationale du Vietnam unifié s'ouvre aujourd'hui à Hanoi.

● GRÈVE DE LA FAIM DES URUGAYENS : Quatre Uruguayens et Français ont commencé une grève de

la faim à la Maison Verte, 127, rue Muranet. Ils exigent l'ouverture de l'Ambassade de France en Argentine aux réfugiés politiques. Ils dénoncent la répression qui s'abat sur les réfugiés politiques latino-américains en Argentine.

INTERNATIONAL

JUSTICE EXPÉDITIVE EN IRLANDE

Les tribunaux spéciaux d'Irlande du Sud viennent de condamner à mort deux jeunes anarchistes, Mary et Noël Murray, accusés d'avoir tué un policier après une attaque de banque. Ce tribunal spécial jugeait sans jury, sans témoins. Les accusés ont plaidé non coupable, mais des aveux, arrachés auparavant sous la torture, ont été reconnus comme valables : la torture physique et psychologique a été telle qu'un troisième accusé, Rouan Stenson n'a pu être présent au procès et est à l'hôpital depuis plusieurs semaines.

Les faits sont l'aboutissement de toute une politique de répression. L'Irlande du Sud est très durement touchée par la crise de l'impérialisme (17 % de chômeurs, 30 % d'inflation par an).

Pour faire face à la montée des luttes de la classe ouvrière et des chômeurs, au renouveau du mouvement républicain et à l'influence de l'exemple révolutionnaire du mouvement de libération en Ulster, la bourgeoisie au service de l'impérialisme utilise des méthodes de répression renforçant considérablement les pouvoirs de la police jetant les bases d'une justice arbitraire et expéditive, s'attaquant aux libertés démocratiques. Ces mesures sont directement inspirées des lois d'exception contre le terrorisme adoptées par l'impérialisme britannique en Ulster. En Ulster, le «Spécial Powers Act», avait permis pendant quatre ans, de 1971 à 1976,

l'internement sans procès de centaines de républicains. Le gouvernement de Dublin a adopté une loi analogue qui permet l'incarcération pendant quatre ans de toute personne déclarée suspecte par la police. Il peut également condamner toute personne accusée d'un crime en Grande-Bretagne ou en Ulster : il s'agit d'une suppression du droit d'asile politique. Dans les deux Irlandes, on utilise la torture, reconnue officiellement comme moyen pour obtenir des aveux.

Ainsi l'Irlande du Sud devient, après l'Allemagne, un nouveau champ d'expérience pour l'instauration de mesures exceptionnelles de répression contre la classe ouvrière et les révolutionnaires.

Dénonçons ces nouvelles atteintes aux libertés démocratiques.

Exigeons la vie sauve pour Marie et Noël Murray

Espagne

NOUVELLES D'EUSKADI

Euskadi (Pays Basque) reste un des points chauds de la péninsule, celui où la combativité est la plus forte (à Eibar et St Sébastien), celui où l'extrême droite multiplie les attentats et où la répression contre les masses populaires est la plus dure. C'est ainsi qu'à Vitoria a eu lieu une grande manifestation pour exiger l'amnistie générale et la liberté pour les ouvriers qui restent encore en prison après les événements de mars. J. Fernandez Naves et M. Olabarria. Malgré les brigades de police anti-émeute, les manifestants ont réussi à se rendre jusqu'à la mairie. La manifestation a été appuyée par des débrayages dans les usines : dans certaines d'entre elles, les ouvriers débrayaient tous les jours depuis deux mois. Au cours de cette manifestation, il y a eu des barricades pour affronter les flics.

La semaine dernière, 300 travailleurs de la TELEFONICA ont manifesté pour protester contre les 51 licenciements et les 124

travailleurs sanctionnés par la direction. La police les a chargés plusieurs fois, mais ils se sont regroupés trois fois de suite dans différents

points de la ville.

Dans le secteur de la santé, les infirmières (ATS : aides techniques sanitaires) de l'hôpital de Cruces ont repris la grève mercredi dernier. Par ailleurs en Guipuzcoa, les infirmières, en assemblée, ont décidé la grève générale et ne s'occupent que des cas urgents. Une de leurs revendications essentielles est «un service sanitaire au service du peuple».

BASAURI : REPRÉSAILLES ET ATTENTAT DE LA POLICE CONTRE LE PEUPLE

Après la mort du chef local du Mouvement (Parti fascis-

EIBAR : UN GARDE CIVILE TIRE A BOUT PORTANT SUR UN OUVRIER

Alberto P. Mazas, qui avec un groupe d'amis, sortait d'une réunion consacrée à la chanson, a été mortellement blessé par un garde civil. Le groupe essayait de déplacer une voiture qui était mal garée.

Plusieurs centaines de personnes se sont aussitôt massées samedi sur la place Mensaba pour protester contre cet assassinat. Un ordre de grève a été lancé pour le lundi : environ 5 000 ouvriers des principales entreprises de Eibar ont débrayé (Alfa, Star, Haya, Misasola, Jata, Electrociclos etc). Il y a eu aussi un début de manifestation, qui a regroupé 2 000 personnes.

SAINT SÉBASTIEN : NOUVEL ATTENTAT DE L'EXTRÊME-DROITE

Cette fois contre la boucherie Ibaruren dans le vieux St Sébastien. Lundi, environ cinq cents personnes ont manifesté, il y a eu trois arrestations. Dimanche dernier, un meeting avait été autorisé dans le «Fronton Anoeta» sur le thème Liberté et autonomie du pays Basque, avec la participation du Parti Nationaliste Basque (PNV), du Parti Carlisme, du Parti révisionniste d'Euskadi et du PSOE. A la fin du meeting, le gouverneur a infligé des amendes de deux cents et deux cent cinquante mille pesetas avec motif de «ne pas avoir respecté l'ordre du jour» !

● PORTUGAL : Pinheiro de Azevedo, actuel premier ministre a été victime d'une crise cardiaque. On reste réservé sur son état de santé. En cas de mort d'un candidat, la loi prévoit le report des élections et le recomencement de la campagne électorale.

Portugal

A 4 JOURS DES ELECTIONS

Après dix jours de campagne électorale officielle et à quatre jours des élections, les journaux de la bourgeoisie commencent à douter de la victoire de leur candidat, Ramalio Eanes dès le premier tour.

«Eanes à la présidence, liberté, sécurité et compétence ! Le président du Portugal !», «Pour un Portugal nouveau !» proclament les affiches de propagande pour Eanes. Thème qui pour beaucoup de Portugais évoque de mauvais souvenirs, ceux de «l'Etat nouveau» de Salazar. Sur ces affiches, les photos d'Eanes en uniforme, ce qui fait dire spontanément aux travailleurs : «C'est le nouveau Pinochet».

Cette campagne sur des mots proches de ceux du CDS (Centre Démocrate Social) d'extrême-droite ont aiguisé les contradictions au sein du parti socialiste. A Aveiro, un district au Nord du pays, la direction régionale du parti socialiste refuse de participer à la commission d'appui à Eanes. Dans de nombreuses villes, les sections des jeunes socialistes appellent à voter Otelo et de nombreux tracts signés par des travailleurs socialistes sont distribués tel celui de Coimbra intitulé : «Debout socialistes, vive le socialisme en liberté, vive Otelo», dénonçant la trahison des dirigeants, appelant à la défense des conquêtes du 25 avril.

Le deuxième facteur qui fait douter de la victoire d'Eanes, c'est la campagne

menée par le candidat indépendant des partis, l'actuel premier ministre, Pinheiro de Azevedo. Il centre sa campagne électorale sur des attaques contre Eanes, il rappelle qu'Eanes n'a rien fait le 25 avril, qu'il est venu au pouvoir avec des blindés le 25 novembre. Faisant une campagne très populiste, dans un style de langage direct, qui ne trompe pas les travailleurs qui le connaissent très bien quand il parle de l'ordre et de l'autorité, il va prendre un nombre de voix important à Eanes.

La campagne d'Otávio Pato, candidat du PCP, n'a pas changé de style. Ses thèmes sont la lutte d'Otávio Pato contre les fascistes, le PCP seul parti réellement anti-fasciste, et surtout et toujours les attaques contre Otelo de Carvalho. Les groupes qui le

soutiennent sont accusés de vouloir «détruire la confiance des travailleurs dans leur parti, s'apercevant ainsi la possibilité d'un gouvernement de gauche».

Mais de larges fractions de militants du PCP ne comprennent pas cette position. Un mineur, membre du PCP depuis des années : «Otelo a fait le 25 avril, il a toujours été avec le peuple».

Pour montrer qu'il mobilise encore, le PCP est obligé d'employer des expédients : à Setubal, par exemple, pour faire un meeting de dix mille personnes, il a fait venir plus de cinquante cars de toute la région de Lisbonne. En effet, à Setubal, des militants du PCP participent à des groupes «dynamisateurs» d'unité populaire. Ces groupes créés pour le soutien à la campagne d'Otelo sont en train de se développer et de se préparer pour l'après-campagne électorale.

Dans une usine métallurgique de huit cents ouvriers de Setubal, c'est plus de six cents travailleurs qui ont signé la pétition de soutien à Otelo et les premières réunions du groupe dynamisateur ont regroupé à chaque fois plus de trois cents personnes dont un certain nombre de militants du PCP.

«Aux premières réunions, nous avons discuté le programme politique d'Otelo, dans une autre le soutien à Otelo. La prochaine prévoit de faire le bilan des deux dernières années de lutte et de voir comment avancer après les élections».

Mais ces groupes dynamisateurs ont beaucoup plus de difficultés à se mettre en place et à être des organisations de masse dans de grandes entreprises comme Lisnave, ou Setnave, à cause de la présence très forte du PCP. Et si jusqu'à présent, ces groupes n'avaient discuté que du soutien à Carvalho, les problèmes de la poursuite de l'action après les élections commencent à être sérieusement abordés et Carvalho lui-même dans ses discours fait des appels beaucoup plus précis dans ce sens. Mais, en ce moment, pour Carvalho et les membres de la Commission Nationale, comment poursuivre après les élections ? Rien de précis et de définitif. Car il règne un électoralisme et un triomphalisme dangereux. C'est pour cela qu'il est important que ce soit maintenant la classe ouvrière elle-même qui commence à discuter ces problèmes.

te), la police a effectué des contrôles et des arrestations dans plus de 600 logements de Basauri et des environs. Certaines personnes sont accusées d'appartenir à des «associations illégales». Le professeur de mathématiques du lycée de Basauri a reçu à l'aube de dimanche dernier la visite d'un groupe d'individus armés, vêtus en civil mais se réclamant de la police. Ils ont forcé portes et fenêtres, roué de coups l'épouse du professeur qui, lui, a réussi à s'enfuir. Les enseignants de toute la Biscaye ont rédigé un document dans lequel ils exigent l'établissement des responsabilités et le châtiment des coupables.

Pologne : des coopératives capitalistes pour les constructions de logements

L'Etat a cessé d'exercer un monopole sur les constructions de logements. Un communiqué officiel précise qu'elles vont être prises en charge par les coopératives de construction. Tout groupe de dix personnes, connues honorablement et ayant des fonds peuvent créer une telle coopérative, avoir des crédits bancaires, construire des logements et les vendre. Selon le Bureau des Coopératives de Varsovie, l'argent sera le critère essentiel pour l'attribution des logements et leur taille. Les Polonais venant des pays occidentaux pourront avoir des logements immédiatement payant en devises. Les anciens logements, construits par l'Etat et très petits, seront attribués en priorité aux veuves, aux couples sans enfants et aux gens ayant des revenus inférieurs à 1 000 zlotis par mois.

"DES ALBANAISES"

D'ANNICK MISKÉ

«L'expérience de tous les mouvements de libération a montré que le succès de la Révolution dépend de la mesure dans laquelle les femmes y participent» Lénine.

Enfin un livre sur les femmes albanaises, qui plus est écrit par une femme.

Et un livre très important parce qu'essentiellement basé sur des documents, des interviews, sur une connaissance approfondie et concrète à la fois de l'Albanie et des problèmes concernant la lutte des femmes.

L'auteur, avant d'écrire cet ouvrage, a en effet

séjourné plusieurs mois en Albanie : elle a eu de longues discussions avec les responsables de l'Union des Femmes et aussi avec des camarades albanaises de la base, ouvrières, paysannes. Nous ne pouvons que regretter qu'elle ait été contrainte de réduire de moitié son livre pour les nécessités de l'édition car la partie retranchée contenait de nombreux témoignages saisis vraiment sur le vif de la réalité albanaise.

«IL NE FAUT PAS QU'IL Y AIT D'INSTANCES SANS FEMMES»

Ce qui ressort en effet de l'ensemble du livre, c'est le caractère indissoluble de la lutte des femmes et de l'instauration du socialisme. C'est en se dressant contre l'envahisseur fasciste, c'est en participant à la mise en place de la collectivisation, du contrôle ouvrier que les femmes albanaises, auparavant rejetées de la vie économique et politique du pays, ont pris conscience du nouveau rôle qu'elles pouvaient, qu'elles devaient tenir dans l'Albanie nouvelle en train de se construire.

Et Annick Miské a bien raison de tirer la conclusion suivante : «L'Albanie était considérée en 1938 comme la plus arriérée des sociétés d'Europe. En 1944 elle était nettement en avance par rapport aux pays d'Europe considérés comme plus modernes et qui n'ont accordé le droit de vote aux femmes qu'en 1945-46 sans les y préparer valablement».

Et c'est bien en cela que l'expérience des femmes albanaises est une expérience qui nous concerne tous car elle est une preuve concrète, vécue quotidiennement de ce que la libération des femmes ne peut se faire que dans le processus révolutionnaire global et qu'alors elle se produit de façon très rapide et vraiment radicale.

L'auteur insiste également sur le puissant levier qu'a constitué le Parti du Travail d'Albanie pour faire éclater les anciennes structures féodales et religieuses et accélérer ainsi la libération des femmes. En effet, dès sa création, en 1941, le Parti prend des mesures pour admettre et mobiliser en son sein les travailleuses albanaises. Et des consignes précises sont données : «Il ne faut pas qu'il y ait d'instances sans femmes. Sur ce point, il ne faut pas que nous nous trompions encore une fois et nous conduisions de façon sectaire, il faut que nous comprenions bien combien important est le tra-

vail des femmes, lesquelles joueront un rôle primordial dans notre tâche». Et, trois ans après, en mai 44, trente femmes étaient déléguées au premier Congrès national de libération ; sept d'entre elles furent élues au conseil général et deux au Présidium. Et dès cette date, des femmes s'intègrent dans tous les conseils des villes et des villages !

L'ORGANISATION DES FEMMES

Annick Miské insiste bien aussi sur le rôle déterminant qu'a joué l'organisation de masse créée par le Parti «l'Union des Femmes d'Albanie», sans lequel «cette politique de libération aurait été sans effet», car, précise l'auteur, dans son introduction, «la lutte des femmes qui comporte des spécificités et nécessite un mouvement autonome «entre femmes» ne pouvait être isolée du combat de libération générale».

En effet, par ses contacts avec les masses rurales en particulier et par ses actions menées dans différents secteurs (santé, reconstruction, administration) l'UFA, constituée à ses débuts d'un noyau de militantes d'avant-garde, permet une accélération de la prise de conscience des femmes.

«Entre femmes», elles libèrent davantage leur initiative, leur créativité, leur fermeté à intervenir publiquement et dans des

domaines traditionnellement réservés aux hommes. Bien entendu, l'UFA n'était pas une organisa-



tion féministe, menant une lutte parallèle, mais elle était étroitement liée au Parti et vivement encouragée par Enver Hoxha



et les instances dirigeantes du Parti et ses membres les plus avancés.

Et dans le cadre du combat actuel que mène l'Albanie depuis dix ans pour la révolutionnarisation, l'UFA a encore renforcé son action pour détruire les vieux conditionnements qui dépréjugés chez les femmes et pour inciter les femmes à s'emparer de l'égalité promulguée dès la création du Parti, mais parfois insuffisamment mise en pratique dans la vie économique et politique.

Après avoir retracé les grandes étapes historiques des luttes menées par les Albanaises, Annick Miské dans une série de chapitres fait vivre devant nos yeux la pratique quotidienne des femmes dans

triumphaliste dans son analyse et montre au contraire le chemin qui reste à parcourir du côté des hommes comme des femmes, mais elle met dans le même temps en relief la vigilance, la volonté que manifestent tous les Albanais de triompher des préjugés, des survivances de la société patriarcale.

Un livre riche d'enseignement pour notre propre lutte.

Nous félicitons Annick Miské d'avoir dominé sa modestie, sa réserve habituelle pour nous retracer en début de livre son propre itinéraire socio-politique. L'analyse qu'elle en fait peut en effet nous aider à prendre une conscience plus nette des obstacles et des problèmes que les femmes ren-

contrent pour s'imposer en tant que femmes militantes, en tant que «moitié du ciel».

Paule SACONNET

«DE LA LUTTE ARMÉE A LA LIBERTÉ»

Annick Miské nous trace d'ailleurs dans sa préface la ligne de son livre.

«Le livre s'articule autour d'un chapitre plus fondamental - parce qu'il les résume tous - intitulé «De la lutte armée à la liberté». Il présente les multiples pas des Albanaises pour assurer leur droit à la liberté, pour s'approprier celle-ci, étape par étape, pour la consolider, et enfin pour l'utiliser afin de libérer aussi les hommes, de libérer toute la société. Les autres chapitres ont surtout pour objectif de montrer comment, dans la pratique quotidienne, les femmes organisent, vivent cette lutte avec toutes les difficultés que cela suppose, les avancées, les reculs, etc... C'est à travers les situations vécues par les femmes dans les usines, dans l'agriculture et dans les secteurs où elles sont très largement majoritaires, comme l'enseigne-

ment et la santé publique, que cet éclairage sera donné.

Pourquoi ces choix ? D'abord, parce que pratiquement toutes les femmes travaillent et, y consacrant une partie importante de leur vie, elles essaient, pour leur confort, leur épanouissement, pour se «réaliser», de faire en sorte que le travail soit effectué dans les conditions les plus satisfaisantes possibles pour tous. Ensuite, parce que l'entrée dans la production constitue un des préalables fondamentaux à l'émancipation, et on verra plus précisément comment l'organisation et la collectivisation de l'agriculture constituent les prémices essentiels de celle-ci dans une société à majorité rurale. Il est également intéressant de mesurer ce que cette entrée massive des femmes dans la production sociale apporte à toute la société.»

GRUAS

DES ALBANAISES

Annick Miské

des femmes

VIE DU JOURNAL

Parmi vos lettres

Ce qui se passait réellement dans le Congrès

LYON LE 20 JUIN 1976

La section CFDT de la CTA à Vaulx-en-Velin, que nous avions abonnée gratuitement à l'essai, a décidé de s'abonner pour 6 mois.

Ont été particulièrement appréciés :

- Les pages «luttons ouvrières»
- Les articles sur le Congrès CFDT, où le responsable de la section était délégué

«Le Quotidien du Peuple était le seul journal qui donnait le compte-rendu de ce qui se passait réellement dans le Congrès, et qui donnait chaque jour son point de vue».

Accord avec l'appréciation d'ensemble sur le Congrès donné le dernier jour : «montée, renforcement d'une opposition, pas seulement de l'extrême-gauche, mais aussi chez des militants qui s'opposent à l'orientation actuelle de la confédération», nous dit-il.

H.G. Lyon

Communiqués

COMITÉ DE SOUTIEN A LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN

Mérignac, le 20 juin 76,

«Exigeons la libération immédiate d'Edgardo ENRIQUEZ et de tous les prisonniers politiques d'Amérique Latine.

Meeting, le jeudi 24 juin à 20h30, salle des fêtes de Mérignac (face à l'église)

Organisé par le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien, avec la participation du groupe chilien KARAXU et de camarades du MIR.

GRANDE FÊTE POPULAIRE

GRANDE FESTA POPULAR PORTUGUESA

A ALFORTVILLE :

3 jours sur le Portugal, les 25, 26 et 27 juin 76

Vendredi 25 juin à 20h30 :

- Théâtre Populaire

Samedi 26 juin à 15h30 :

- Chansons populaires portugaises
- 17h00 - Groupe folklorique
- 18h à 20h30 - Spécialités et boissons nationales avec sardines grillées, bières Sagress et Vinho Verde
- 20h30 - Film «Sol à Sol» suivi d'un débat (avec la présence du réalisateur)

Dimanche 27 juin de 15h à 21h :

- Grand bal populaire au 148, rue Vaillant Couturier (en face du Monoprix d'Alfortville)
- Un buffet sera à votre disposition durant ces trois jours de fête.

A la M.J.C.

36, rue Raymond Jaclard
94140 ALFORTVILLE

Renseignements : tél. 368.29.00 poste 60

ENTRÉE GRATUITE

LYON

UNE FÊTE UTILE POUR SAUVER LE CINÉMA «LE CANUT»

Vendredi 25 juin à partir de 18 heures

Samedi 26 juin

Dimanche 27 juin

Au Vieux Chêne,
Chemin Vianney-Ecully,
(derrière Carrefour)
terminus du 19

- Cinéma
- Films militants (avec le montage sur Dario Fo)
- Théâtre
- Forums
- Musique
- Ateliers enfants

Lettre de la section de Valenciennes

du PCRm!

LA RECTIFICATION EST BIEN ENGAGÉE

Nous avons tenu une réunion critique du journal. Ce qui en ressort, c'est que le journal s'est largement amélioré, qu'il tend à être le «Quotidien du Peuple». Les lacunes principales sont rectifiées.

La rubrique luttons ouvrières n'est plus un simple catalogue. C'est une rubrique qui informe dans le détail, donne un point de vue, et aide à une analyse d'ensemble. (B.E., SEP...). Jusqu'ici la rubrique n'avait qu'une utilité documentaire («y'a des luttons»). Elle devient un outil pour la lutte... Nous constatons que la rectification s'engage, ce qui est encourageant pour le volume des correspondances. S'il est clair que tout ne passe pas, qu'il est nécessaire que vous dis-

posiez d'assez de correspondances pour y faire un choix, il était aussi dangereux que nous en venions à envoyer des correspondances dans l'esprit «de toute façon ça ne passera pas». La réponse personnelle envoyée à une personne proche du parti montre le sérieux avec lequel vous traitez le courrier. La rectification apportée sur le terrain des abonnements contribue largement à l'image de marque du journal et du Parti.

Toutes ces rectifications, en apparence secondaires, sont importantes. Les lacunes de ce côté contribuaient à créer un climat de défiance...

Nous vous adressons sur l'ensemble, nos félicitations pour les progrès réalisés. (...)

Au cours de cette réunion critique, nous avons pu voir à quel point nous avons failli à notre part d'élaboration du journal.

Insuffisance dans son utilisation pour la propagande et l'éducation.

Correspondances trop peu nombreuses, d'une part du fait de notre manque de sérieux, d'autre part du fait de l'état

d'esprit mentionné plus haut, que nous avons hésité à combattre.

Tendance à ne pas faire part de nos critiques, et à nous contenter de rouspétances ponctuelles, qui ne contribuent que fort peu à la rectification des insuffisances.

Nous nous efforcerons de rectifier ces points.

Salut Fraternel

RÉUNION ET DÉBAT PUBLIC DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (MARXISTE-LÉNINISTE) A MOISLAINS (SOMME)

le samedi 26 juin 1976 à 20 h 30, à la mairie

LE PCF ET LES LIBERTÉS

LE P«C»F ET «LA MAIN TENDUE»... À L'ÉGLISE

Le PCF avait mis le paquet pour réussir vendredi 18 juin, son opération «main tendue aux chrétiens» au théâtre de Besançon : tracts et affiches depuis plus d'un mois, de nombreux cars ont fait le plein des adhérents de Belfort, Montbéliard, de Vesoul, etc.... le théâtre était presque plein (un millier de jeunes environ).

Dès l'entrée dans la salle, le ton est donné : pas de rouge... plutôt de l'orange et... des fleurs, beaucoup de fleurs. Sur un écran géant on projette en alternance le nouveau symbole du PCF : la clé qui ouvre le soleil avec des citations de Thorez, Marchais, du XXème Congrès ou de Néruda, tout sur l'unité, tout pour rassurer.

Les militants révisionnistes se sont mis au goût du jour : ils distribuent l'Huma avec le discours de Marchais, le ton est gentil, pas agressif, pas de critiques, c'est mielleux.

Le sermon commence avec à la tribune Greinetz et Casanova aux côtés des responsables départementaux. Comment sortir de la crise ! Comment abatte un système basé sur le profit, sur l'argent sous l'unité des communistes et des chrétiens ?

Citation : « ... Il faut un socialisme aux couleurs de la France, l'union du peuple de France. La violence n'est jamais et ne viendra jamais de nous, nous voulons une lutte calme, unie, responsable... Nous n'avons jamais déclaré la guerre à la religion, nous voulons la liberté d'information et la diversité, le pluralisme. Ce n'est pas une tactique électorale : nous nous adressons aux chrétiens parce qu'avec les communistes nous sommes les fils d'une même civilisation ».

Bref le PCF est irremplaçable pour l'épanouissement de la personne humaine...»

Corres. Besançon

FÊTE DU P«C»F À AURILLAC

FÊTE DES LIBERTÉS AVEC L'HONNEUR DE SE FAIRE RACCOMPAGNER A LA SORTIE

Les 19-20 mai se déroulaient au Parc des Sports d'Aurillac, la Grande Fête du Journal Régional du P«C»F : «Le Cantal Ouvrier-Paysan».

Comme on commence à en voir l'habitude, le divertissement était là mais la grande absente était bien la politique ; jusqu'à l'intervention centrale qui se limitait à un discours sur les résultats obtenus aux élections cantonales, on ne peut passer sous silence l'insulte aux travailleurs que fut la déclaration concernant le débat sur les plus-values.

«La loi des plus-values Correspondant Aurillac

laisse passer les spéculateurs mais vise tout simplement les petites gens qui à force d'économie ont pu acheter une résidence secondaire».

On se demande quel ouvrier pourra se reconnaître dans cette déclaration ! Cela encore nous donne une idée de la nature de classe du P«C»F.

Dès qu'ils ont su que nous étions des lecteurs du Quotidien du Peuple, ils nous ont «raccourcis» vers la sortie. Fêtes des libertés ? De quelles libertés s'agit-il ?

ET VOUS, QUE FAITES-VOUS PENDANT LES VACANCES ?

Avec l'été, et la fatigue d'une année de travail, tout le monde commence à penser aux vacances. Et la télé, la radio, les journaux nous bercent avec des annonces de séjours enchanteurs, d'évasion...

Mais les travailleurs, qui en auraient bien besoin pour se reposer, ne peuvent souvent pas profiter de ces semaines de congés payés qu'ils ont pourtant conquises de haute lutte. C'est qu'elles sont trop coûteuses. La crise, pour les familles populaires, c'est cela aussi.

Dans les jours qui viennent, le Quotidien du Peuple va ouvrir une rubrique sur cette question.

Pour vous, travailleurs, comment vont se passer ces mois d'été ? Faites-nous parvenir vos témoignages. Peut-être aussi avez-vous des idées, des suggestions de vacances qui ne soient pas simplement de l'argent jeté dans la poche des promoteurs et autres profiteurs. Des vacances qui soient une occasion de découverte des travailleurs d'autres régions, une occasion d'échanges, d'enrichissement.

Faites-nous part de ces suggestions, ainsi que de toutes vos idées pour passer des vacances agréables, intéressantes et bon marché !

 TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN 208 65 61 DE 9 H A 17 H

ABONNEMENTS :

NOM	1 an : 300 F
ADRESSE	6 mois : 150 F
PROFESSION	3 mois : 80 F
	1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRm
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

TELEVISION

«Dossiers de l'Ecran»

LES INDIENS : UNE REALITE DIFFERENTE DES FILMS DE COW-BOYS

Ils n'avaient pas de grandes plumes d'aigle, ni de peintures de guerre, pas de tuniques à franges non plus, ni de mocassins. Ceux qui croyaient trouver mardi, aux «dossiers de l'Ecran» les indiens des westerns et bandes dessinées auront peut-être été déçus. Pas de folklore donc, mais des Indiens de notre temps venus exposer et dénoncer la situation qui leur est faite aux États Unis et au Canada.

Un chiffre, d'abord qui en dit long : les Indiens étaient dix millions au XVIII^e siècle, et seulement deux cent mille à la fin du XIX^e ! Les «héros» du Far-West ne se sont pas limités au massacre des bisons... Le thème de l'Indien farouche et empêcheur de civiliser en rond, déjà battu en brèche dans quelques films progressistes, en a pris un bon coup hier soir, par exemple, lorsqu'un participant a signalé que le fameux «scalp» a été imaginé par les Blancs et non pas par les Indiens ; tant de dollars le cuir chevelu d'un Indien, homme, femme ou enfant : le génocide était organisé systématiquement.

Vivant en grande partie sur des terres (les «réserves») de

plus en plus réduites, souvent déportés loin de leur territoire d'origine, les Indiens d'Amérique du Nord subissent aujourd'hui l'oppression que le système impérialiste américain réserve à toutes les minorités ; discrimination raciale à l'école (la plupart ne peuvent suivre des études normales), au travail (un taux de chômage de 50 à 60 %, les premiers à être licenciés), dans la vie quotidienne (insultes, meurtres d'Indiens qui restent impunis ; oppression économique ; les droits sur la pêche ou sur les terres que leur laissent encore les traités sont violés allégrement quand les capitalistes y trouvent leur profit ; oppression culturelle enfin, due à la politique d'assimilation.

C'est pourquoi les Indiens tiennent au système des «réserves» qui peut les aider à préserver leur identité culturelle, leur système de vie communautaire. Une loi de 1953 qui prévoyait la disparition des réserves a suscité de telles réactions qu'elle a dû être retirée. Nixon, plus tard a proclamé son intention de développer l'autonomie des réserves et une loi votée en 1975 prévoit de restreindre le rôle administratif du Bu-

reau Fédéral des Affaires Indiennes qui, jusqu'à présent, exerce un contrôle étroit sur les communautés indiennes. Mais des déclarations de principe à la réalité, il y a loin. La discrimination persiste, les exactions aussi. Plus sournoise, une autre forme de domination existe : celle des chefs de tribus, les «caciques», achetés par le gouvernement, ceux que les Indiens radicaux appellent les «pommes» : rouges au-dehors, blancs au-dedans. Les

notables et gros propriétaires à la peau rouge ne valent pas mieux que leurs confrères à la peau blanche.

Cette situation où les promesses non tenues alternent avec la répression ouverte a conduit certains Indiens (ceux du Mouvement Indien d'Amérique) à organiser des actions violentes : en 1973, occupation armée de Wounded-Knee dans la réserve sioux de Pine-Ridge pour affirmer la souveraineté indienne sur ces terres et exiger

une négociation globale au niveau fédéral. Au bout de soixante-dix jours, le gouvernement cède en apparence... et s'empresse d'arrêter des centaines de militants. Nombre d'entre eux sont aujourd'hui encore en prison. Dans ces conditions, on peut avoir de sérieux doutes quant aux espoirs de «solution pacifique» de la question indienne, tels que les exprimaient certains participants des «Dossiers de l'Ecran».

Claude ANCHER



PROGRAMME TÉLÉ

JEUDI 24 JUIN

TF1

18 h 50 - Pour les jeunes
18 h 30 - A la bonne heure
19 h 50 - Château Espérance
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - 1 mn pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Sandokan
21 h 30 - Soixante minutes pour convaincre
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - Journal et fin

A2

18 h 15 - Palmarès des enfants
18 h 30 - TV service
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le grand échiquier
23 h 30 - Journal et fin

FR3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 50 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Flash journal
20 h 00 - Au fil du Rhône
20 h 30 - Nada. Film
22 h 20 - Journal et fin

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÓIC

aux Éditions P.J. OSWALD

Résumé : Youenn Hebken, orphelin, est élevé par Jakez Nader, tailleur à Pont l'Abbé-Lambour. A sept ans Youenn est mis à l'école. L'instituteur est mal vu parce qu'il joue un rôle d'espion au service du Gouvernement. Youenn ne reste qu'un jour à l'école, voici pourquoi.

L'instituteur Hamon avait commencé sa leçon en expliquant :

- Je vais vous apprendre une autre langue que votre gargarisme barbare, afin de faire de vous les égaux des Athéniens, le peuple le plus éclairé de l'Antiquité.

Youenn eut la naïveté ou le mauvais esprit de demander à quoi ça pourrait servir d'avoir une lanterne dans la bouche.

- Graine de mauvais citoyen ! Mauvais petit Français ! s'écria l'instituteur en lui tapant vigoureusement sur les doigts avec sa baguette. Je dirai à votre père de vous astiquer les côtes, sale fils de pute !

Youenn Hebken ne mit plus les pieds à l'école. Ainsi, ses fonds de culotte firent plus d'usage que ceux de ses condisciples ; mais pas ses sabots...

Fanch Paokamm ne fut pas fâché, au fond, de récupérer son disciple, même s'il gronda sévèrement Youenn, qui ne voulait pas apprendre le français.

Comme il était un peu trop grand pour se contenter de garder les poules, Fanch lui donna aussi à surveiller les deux vaches Rouzig et Gwenn ha du. (1)

Et il continua à lui parler de choses et d'autres.

- Tu vois, Youenn bihan (2), l'église Saint-Jacques. Dis-moi si tu ne remarques rien.

Youenn était quasiment né devant. Il la voyait tous les jours, cette église. Elle était son décor. Quelquefois, même, il se faufilait dedans ; tous les dimanches, à huit heures, il y était à la messe, entre Kathel et Jakez Nader, fier de son bonnet et de son gilet brodé. Plus, le mercredi, une heure de catéchisme avec Mikel Pen Oan, qui disait en pinçant les lèvres : il faut servir deux maîtres, César et Dieu, Napoléon et Jésus Christ.

- Non, dit Youenn, étonné, je ne remarque rien.

- Est-ce que tu as déjà vu d'autres églises dans ta courte vie ?

- Non, dit Youenn.

Fanch Paokamm soupira.

- Regarde de l'autre côté de la rivière. C'est l'église abbatiale des ci-devant Carmes.

- Elle n'est pas pareille, dit Youenn, comprenant qu'il fallait comparer.

- Non, par exemple ! Et pourquoi ?

- Son clocher est surmonté d'un artichaut entamé.

Fanch Paokamm sourit. Et il leva son bâton vers le clocher de Saint-Jacques. Ici, il n'y a même plus de clocher, dit-il.

Et s'asseyant sur le murtin qui faisait le tour de l'enclos, il expliqua, ayant bien mis sa jambe faible au repos.

- Il y a plus de cent ans, je ne sais pas combien au juste, le roi de France, qui se prenait pour le soleil, ordonna à ses soldats de couper la tête à notre clocher parce qu'il lui faisait de l'ombre.

Youenne jouait, inattentif, mais en réalité, il écoutait d'une oreille.

- En ce temps là, les Bigoudens étaient prospères, et libres. Toutes les terres étaient à eux, parce que les nobles étaient partis à

Kemper ou à Roazon ou à Naoned (3). Ils avaient emporté avec eux tout ce qu'ils pouvaient ; leurs meubles et leur vaisselle et leurs habits ; les manoirs, ils les avaient laissés là... C'étaient les durs événements du temps qui les avaient chassés. Les Anglais, les Espagnols, les Ligueurs... je ne sais pas bien, je ne suis pas un livre.

Il se leva péniblement, et entraîna Youenn devant une fenêtre de l'église.

- Qu'est-ce que tu vois là ?

- Une vitre, dit Youenn. Sale.

- A cette époque, reprit Fanch, il y avait des vitraux, comme à Notre-Dame des Carmes. Un jour, je t'emmènerai de l'autre côté du pont et je te ferai voir ce que c'est : des morceaux de verre colorés, qui sont aussi brillants que les broderies de ton père, et qui représentent des motifs.

- C'était joli, alors, dit Youenn.

- Certainement, c'était joli, ma mab. On y voyait des lions, des animaux sauvages, des couronnes, des devises de chevalier, mort devant dieu, des choses comme ça...

- Pourquoi on les a enlevés, dit Youenn ?

- Ce sont les paysans de la trêve de Lambour qui les ont brisés, répondit Fanch Paokamm. Parce que, figure-toi, un jour, les nobles sont venus à Lambour avec des notaires. Le roi de France avait besoin de sous pour faire la guerre, et il avait inventé le papier timbré. C'est un papier que tu mets dessus tous les mots qui prouvent que tu es propriétaire d'une maison ou d'un champ. Si tu ne peux pas montrer le papier timbré, avec le cachet du roi en bas, ta propriété n'est pas valable devant la loi. C'est comme si ce n'était pas à toi. Tu comprends ?

- Un peu, dit Youenn.

(à suivre)

(1) Rouzig : petite rouge ; gwenn ha du : blanc et noir.

(2) Bihan : petit.

(3) Roazon : Rennes ; Naoned : Nantes.



IL Y A QUARANTE ANS

par Camille NOEL

LE FRONT POPULAIRE

L'ÉCHEC D'UNE GRANDE ESPÉRANCE (2)

La bourgeoisie avait accepté le Front populaire à ses débuts parce qu'elle voyait dans la manière dont il était conçu par le PC et la SFIO, un moyen d'endiguer les aspirations révolutionnaires des masses populaires. Mais, dans la mesure où le gouvernement Blum se montre incapable, face au mouvement de masse, de restructurer le capitalisme français, dans l'intérêt des monopoles, la bourgeoisie cherche une autre solution politique à sa

crise. «Plutôt Hitler que le Front populaire!» devient le mot d'ordre d'une large partie de la bourgeoisie.

De fait, ce sera à l'ombre de la machine de guerre de l'occupant nazi et de Pétain, que le capitalisme français sera restructuré, avec des «comités d'organisation industrielle» qui planifierait, sous la houlette du capital financier, l'économie capitaliste, en éliminant les secteurs jugés non rentables et en accélérant, dans une

période de stagnation économique, la concentration industrielle.

Blum, cédant alors aux pressions du capital financier de France et celui de Grande-Bretagne qui ont de nombreux intérêts en Espagne, déclare la «non-intervention» ce qui revient à un soutien de fait apporté à l'agression fasciste contre les peuples d'Espagne. A la position de Blum répond une mobilisation de masse des travailleurs de notre pays pour soutenir la

République Espagnole contre la France puissamment aidée par tout le fascisme européen.

Le PCF prend alors une part éminente dans l'organisation de ce soutien en mobilisant de nombreux volontaires pour la mise sur pied des «brigades internationales». Cette mobilisation apparaît comme un sursaut des masses contre la bourgeoisie dans cette période de fin de Front populaire et de veille de la deuxième guerre mondiale.

En août 36, «Le MESSIN», journal lorrain de De Wendel, grand patron de la sidérurgie, saluait déjà l'avènement du nazisme en ces termes : «Nous avons tout près de nous l'Allemagne dont nous préférons devenir allemands!»

l'ordre civique mérite d'être pris comme exemple. Quant à voter péniblement dans une France révoltée, bolchévisée, non ! S'il doit en être ainsi, nous préférons devenir allemands !»

«LES TRAVAILLEURS VOYAIENT BIEN QUE BLUM TRAVAILLAIT POUR LA BOURGEOISIE...»

— Quelle a été l'issue de la grève ? Comment a été compris l'appel de Thorez ?

— Il y avait une certaine fatigue d'une part, et d'autre part, les anciens confédérés (CGT) criaient à la politisation de la grève, semaient la confusion.

Puis il y a eu l'appel de Thorez «il faut savoir terminer une grève». Dans l'ensemble, cela n'a pas posé de problème. Les ouvriers ont accepté.

— Comment ont été ressentis les accords de Matignon ?

— Les ouvriers ont obtenu d'un coup ce qu'ils n'avaient jamais eu. Le sentiment général était celui d'une grande victoire. Pour la première fois, ils ont pu aller voir la mer. On partait en bicyclette, on faisait des projets... La retraite aussi était une chose importante. Au Creusot, par exemple, quand les ouvriers quittaient l'usine, le baron Schneider leur octroyait généreusement une pièce de 5 F en récompense des bons et loyaux services...

— Pouvaient-on aller plus loin ? Qu'a-t-on pensé de la non-participation du PC au ministère ?

— C'est sûr que certains étaient un peu déçus, mais le PC a expliqué alors ses raisons.

Aller plus loin ? Les ouvriers avaient le sentiment d'une grande victoire. Victoire sans précédent et d'autre part, la question du pouvoir d'Etat ne se posait pas largement.

QDP : D'autre part comment a été ressentie la non intervention en Espagne ?

R - Si les avis étaient partagés selon l'influence des socialistes ou des communistes, la majorité des ouvriers était pour l'intervention. Les socialistes propageaient l'idée que si on soutenait l'Espagne, si on levait l'embargo sur les armes comme le proposaient les communistes cela nous entraînerait à la guerre. C'était un raisonnement tout à fait faux face à la montée grandissante du fascisme...

QDP : Comment a-t-on pris conscience des limites et de la fin du Front Populaire ?

R - Cela s'est dégradé, l'enthousiasme est tombé avec «la pause» de Léon Blum. Les travailleurs voyaient bien qu'on essayait de les tromper, que Blum travaillait pour la bourgeoisie. D'autre part Jouhaux semait la confusion lui aussi en réclamant de ne pas politiser les mouvements. Le découragement s'installait et la bourgeoisie relevait la tête récupérait petit à petit ce qu'elle avait perdu.

Il y avait l'inflation, la hausse du pouvoir d'achat etc... Je crois qu'on peut dater la fin du front populaire avec la grève du 30 Novembre 38 qui a couronné le tout : Après l'appel à la grève il y a eu la trahison des anciens chefs confédérés le matin même donnant le contre-ordre dans certaines branches (entre autres Delmas dans l'enseignement).

Je garde cependant de cette époque, le souvenir d'un moment important de très grande lutte du mouvement ouvrier, même s'il n'y a pas eu d'issue révolutionnaire.

Lille

Montceau-Les-Mines

«Un courant défaitiste, anti-militariste... créé par la propagande du PC»

«Avec le recul, on comprend que, dès cette époque, le PC avait fait des erreurs. A la base, on ne considérait pas la nécessité, après les accords Matignon, de maintenir notre vigilance, on faisait confiance à la direction de notre Parti. Dans le même temps, avec les effets persistants de la crise, on ne luttait pas réellement, à Lille, contre les heures supplémentaires qui violaient la loi des quarantes heures. Parce que le patronat avait décidé le «système des pourcentages» pour 48 Heures effectuées, on en était payé cinquante. De même, seuls les militants avertis ont voulu combattre lorsque le Sénat a mis en minorité Blum ; les autres étaient déçus, mais déjà démobilisés.

naient le pas sur la défense des conditions de vie et de travail : c'est la montée du fascisme dans le monde qui préoccupait alors les masses. Et elle rencontrait un courant défaitiste anti-militariste dans la classe ouvrière, créée par la propagande du PC, sans souligner la défense et la résistance militaire au fascisme.

On aurait du continuer, ne pas faire confiance aux dirigeants, et ne pas accepter que l'unité de la classe ouvrière se désagrège. On a laissé dans les masses l'illusion que la victoire électorale c'était la victoire de la classe ouvrière, tant qu'on n'a pas lutté contre l'idée du respect du système électoral, on a chloroformé les masses. Il fallait dénoncer le mythe de la victoire de la classe ouvrière par la voie électorale pour instaurer son pouvoir total. On ne l'a pas fait, et ça été l'échec».

Roubaix



Les travailleurs manifestent contre la «non-intervention» et pour le soutien du Front Populaire aux Républicains espagnols. Mai 37, au mur des Fédérés à Paris.

«36 AURAIT PU ÊTRE PLUS...»

LE GENERAL FRANCO prend la tête des insurgés du Sud pour marcher sur Madrid

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS maintient son attitude de non-intervention

Il suspend toutes exportations pour l'Espagne en attendant un accord général des puissances

Le Figaro du 20 juillet 36.

vit fait d'avoir repris ce qu'il avait dû céder.

Mais il n'y a pas eu de réelle dimension politique en 36, sur Roubaix. Et le PC n'a pas été à la hauteur de ses tâches. Il n'a pas mobilisé par ici, et nous on n'avait aucune directive de nos dirigeants. Fallait qu'on se débrouille tous seuls ! Il y avait une révolte immédiate contre la condition salariale, mais pas de politisation réelle. Alors on s'est aperçu, après 36, des

faiblesses du PC qui était droitier, même si en 1936 on est passé de 12 à 116 militants du Parti.

Alors ici, demande aux gars. Ce qui reste de 36, c'est le souvenir d'un pas en avant qu'on ne peut pas nier : les 40h, dans une région où on travaillait encore 70h, c'était quelque chose ! Mais le souvenir, c'est un peu celui d'un pas en avant qui a été vite freiné.»

L'Espagne a remobilisé les masses ; c'était formidable à Lille : d'abord la solidarité financière, car le jour de paie, quand on touchait l'argent, les Comités d'aide à la République Espagnol faisaient des collectes et ramassaient ainsi les fonds nécessaires à nos camarades qui voulaient s'engager, mais c'était clandestin, car le gouvernement Blum avait décidé la «non intervention». Compte tenu de la période, je crois que la mobilisation a été puissante pour l'Espagne Républicaine.

Mais, en 1938, les masses ont eu conscience que le Front Populaire, c'était fini : après la victoire du fascisme en Espagne on a vu l'encerclement fasciste de la France. La défaite de l'Espagne Républicaine a été un grand échec. Mais on avait tellement fait de propagande contre la guerre impérialiste que, dans les masses, beaucoup refusaient de mener le combat contre la guerre fasciste qui menaçait. Les dangers extérieurs pre-

«La force du mouvement était telle que même après la reprise, les patrons n'ont pas osé nous attaquer. Ils ont été patients. Dans notre boîte, c'est en 1936 que le patron a attaqué, après que Daladier ait dissout le PC. Alors là, le patron nous a tous vidés pour «reconstitution de cellule dissoute !

Mais, en fait, pour ce qui est des concessions de Matignon, ils les ont reprises. Très vite, il y a eu des dérogations pour travailler plus de 40h. Et comme la vie était chère, il y a beaucoup d'ouvriers qui ont été obligés de travailler plus de 40h. Fallait nourrir les familles, et les patrons jouaient là-dessus. Puis ils ont divisé : les teinturiers qui gagnaient moins que les apprêteurs ont soudain gagné plus ; ils gagnaient 50 centimes de moins et après un franc de plus ! Les patrons ont divisé pour régner. Mais dans notre

boîte on a refusé de travailler aux primes et on a continué à faire sept pièces à l'heure, malgré les promesses du patron de nous payer plus, pour faire plus de pièces à l'heure. On a tous refusé. Mais ça n'a pas été pareil dans les autres boîtes : il n'y avait pas eu d'autres mobilisations de masse à Roubaix, à part pour l'Espagne. Par ici, c'est un pays de braconniers. Alors on a pu ramasser beaucoup de fusils pour l'Espagne. Mais, à part quelques SFIO, c'était surtout nous qui organisions la solidarité avec les camarades espagnols.

Alors finalement, 36 aurait pu être plus. Mais il y avait le poids de la politique de division de la SFIO. Et aussi, pour nous, communistes, le manque de travail d'éducation des masses par le PC 36, c'est resté des revendications économiques, à Roubaix. Et le patronat, il a eu